9e Année. — N° 162. — 25 Octobre 1933. Prix : 2 frs.

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

LE 22me CONGRÈS DE LA C.G.T.

par M. CHAMBELLAND

EN ESPAGNE

Est-ce la liquidation légale de la République ?

par Lucile PELLETIER

Enfin, nous avons Hitler !

(Suite et fin)

par Edouard BERTH

CEDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'eau — PARIS (10e)

CONDITIONS D'ABONNEMENT
FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an..... 40 fr.
EXTÉRIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an..... 50 fr.

Permanence :
Tous les soirs de 18 à 19 heures
54, rue du Château-d'Eau

Adresser la correspondance relative à la rédaction générale à LOUZON, Avenue Fragonard, Cannes (A.-M.), — celle relative à la Renaissance du Syndicalisme à CHAMBELLAND, 54, rue du Château d'Eau, Paris (10e).

Adresser la correspondance relative à l'administration à BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris.)

Ni Korespondas per Esperanto

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SOMMAIRE :

LES FAITS DE LA QUINZAINE
A bas l'impérialisme, où qu'il soit ! — « Obéis aux ordres de l'Internationale ». — Le tâcheronnat en U.R.S.S. ..... **R. L.**

UN ORDRE DU JOUR DES TYPOS PARISIENS

ENFIN, NOUS AVONS HITLER ! (suite et fin).... **Ed. Berth**

EST-CE LA LIQUIDATION LÉGALE DE LA RÉPUBLIQUE ? ..... **L. Pelletier**

LE 22e CONGRÈS DE LA C.G.T. ..... **M. Chambelland**

IMPRESSIONS DE DÉLÉGUÉS MINORITAIRES . **C. Delsol**
Arnaud
Thévenon

PARMI NOS LETTRES
Le cas Einstein. — La chanson.

A TRAVERS LES LIVRES
L'affaire Victor Serge .... **B. Giauffret**
La peste brune a passé par là ..... **B. G.**
L'avenir d'une illusion .... **J. Péra**

FAITS ET DOCUMENTS
La Sainte-Alliance. — Contre les Comités « français » de chômeurs.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

A bas l'impérialisme, où qu'il soit !

La disparition de l'impérialisme est la condition sine qua non de la paix ; la disparition de tout sentiment impérialiste au sein de la classe ouvrière, le refus absolu opposé par la classe ouvrière de chaque pays d'imposer sa volonté à un autre peuple, fut-ce pour le meilleur motif, est la condition sine qua non de l'établissement d'un véritable internationalisme ouvrier. Le jour où le prolétariat d'un pays entend utiliser l'impérialisme de sa bourgeoisie, fut-ce pour des raisons strictement sociales et non nationales, il tue toute possibilité d'entente entre les prolétariats.

On connait notre sentiment sur l'hitlérisme ; on sait que nous estimons que c'est un devoir de solidarité internationale élémentaire pour les prolétaires des différents pays, de combattre à fond, par tous moyens, l'hitlérisme, mais cela ne saurait nous empêcher de reconnaître et de proclamer que lorsqu'Hitler quitte la S.D.N. et la Conférence du désarmement en claquant les portes, lorsqu'il réclame pour son pays l'égalité des droits et dénonce l'hypocrisie de ceux qui ne la lui reconnaissent en principe que pour mieux la lui dénier en fait — il a raison.

La haine que nous avons pour le bourreau de la classe ouvrière allemande ne saurait nous aveugler au point de nous cacher que l'infâme situation dans laquelle les puissances victorieuses ont mis l'Europe en 1918, avec tous les droits pour les uns, et aucun droit pour les autres, dure toujours, et que malgré toutes les paroles mielleuses et les promesses fallacieuses, les vainqueurs ne cherchent aujourd'hui encore qu'à perpétuer éternellement cette situation. Et lorsque nos « démocrates » susurrent que c'est uniquement à cause d'Hitler, à cause de son bellicisme, qu'ils ne veulent pas désarmer autant que l'Allemagne l'est, comment ne pas se souvenir qu'aux gouvernements allemands d'hier, « démocrates » et « pacifistes », ils refusaient plus encore qu'ils ne refusent aujourd'hui à Hitler ?

N'identifions point les choses avec les porte-paroles. L'hitlérisme est une chose ; la résistance à l'impérialisme en est une autre ; si la résistance de l'Allemagne à l'impérialisme français se manifeste aujourd'hui par la bouche d'Hitler, cela ne change rien à sa nature ; en combattant le retrait de l'Allemagne de la S.D.N. et de la Conférence du désarmement, nous défendrions l'impérialisme, nous ne combattrions point l'hitlérisme.

De même pour ce qui se passe en Extrême-Orient. Pas plus qu'on ne doit confondre la lutte contre l'hitlérisme avec la défense de l'impérialisme français, pas plus on ne saurait confondre la défense de l'impérialisme russe avec celle de la Révolution.

En 1904, pour affirmer ses « droits » sur les Chinois de Mandchourie, la Russie czariste faisait noyer dans l'Amour, attachés deux par deux, quelques milliers de Chinois ; en 1929, pour affirmer son « droit » sur le chemin de fer de Mandchourie — qu'une déclaration du Conseil des Commissaires du Peuple, au temps de la Révolution, avait solennellement abandonné — la Russie stalinienne faisait franchir la frontière à un certain nombre de ses divisions et taillait en pièces les armées chinoises sur leur territoire. Mais, comme il se trouve qu'il y a un autre candidat que le russe à la domination sur la Mandchourie chinoise, toute manifestation de force de la Russie en ces régions suscite immédiatement une réplique — plus puissante — de son rival en impérialisme : le Japon. Peu après les noyades de Blagovestchenk, le Japon s'emparait, contre la Russie czariste, des chemins de fer de la Mandchourie du Sud ; deux ans après la « victoire » de l'armée dite « rouge » sur les bords de l'Argoun, le Japon occupa la Mandchourie du Nord, et entend se substituer au Russe dans le contrôle du chemin de fer mandchou. Les événements actuels sont la suite de ceux de 1905, et ne sont que cela.

Il ne saurait donc, à leur propos, être question de défense de la Révolution, ni même de défense de l'U.R.S.S., mais seulement d'une lutte entre impérialismes rivaux. Les anti-impérialistes ne peuvent être ni pour l'un, ni pour l'autre ; ils sont pour la victime ; de même qu'en 29 contre Staline, de même qu'en 31 contre le Japon, nous sommes uniquement pour le Chinois, pour le paysan Chinois de Mandchourie.

« Obéis aux ordres de l'Internationale ! »

Quelqu'efforts que nous tentions contre les impérialismes, il apparaît bien qu'ils ne sauraient, dans l'état actuel des choses, empêcher ceux-ci de se heurter violemment, de plus en plus violemment, et dans un délai sans doute assez court. Plus que jamais le vent est au nationalisme et à l'impérialisme !

Mais le jour où la catastrophe se produira, où les impérialismes se heurteront dans un nouveau conflit sanglant, une opportunité formidable se présentera pour la renaissance de l'internationalisme. Plus les nationalismes auront été exacerbés, et plus l'internationalisme apparaîtra comme le port de salut.

Chacun comprendra, même parmi les non-pro-

létaires, qu'il faut à tout prix sortir de la nation, détruire la « patrie », et sera prêt à accepter, ou à subir, la puissance qui se présentera comme internationale, *même si c'est celle de ses ennemis de classe. Cent ans de propagande internationaliste porteront ce jour-là leurs fruits.*

A une condition cependant. C'est que l'internationalisme ne se présente pas alors comme un corps plus ou moins invertébré — ne revête pas simplement la forme d'aspirations confuses, de principes abstraits, de verbiage sentimental, mais se pose sous une forme concrète, tangible, une chose réellement existante, un organisme capable de pensée et d'action : une Internationale en un mot.

Répétons-le donc encore : la création d'une Internationale Ouvrière (ouvrière donc syndicale), qui soit une véritable Internationale — non une sorte de S.D.N. où les délégués des différentes centrales nationales viennent simplement se rencontrer à date fixe pour défendre les uns contre les autres les intérêts propres de leurs nationaux — non un corps de fonctionnaires créés en pays étrangers pour les besoins propres d'un Etat particulier — mais un organisme fonctionnant véritablement en dehors et au-dessus des « patries » — tel est le besoin le plus pressant de l'heure.

Une admirable formule vient d'être donnée par les Jeunes Gardes socialistes belges. Elle est celle qui résout le mieux la question qui préoccupe tant de nos camarades, l'attitude en cas de guerre. La voici, telle que la donne le dernier numéro de leur organe :

« SOLDAT, MÊME DANS LES TRANCHÉES DE LA GUERRE, OBÉIS AVANT TOUT AUX ORDRES DE L'INTERNATIONALE ! »

Admirable formule mais qui ne sera une solution qu'à condition qu'il y ait une Internationale!

Le tâcheronnat en U. R. S. S.

On sait ce qu'est le tâcheronnat. Un ouvrier « dégourdi » prend à forfait l'accomplissement d'un travail donné ; il embauche d'autres ouvriers, et, travaillant avec eux, exécute le travail.

Naturellement l'entrepreneur n'a intérêt à traiter avec un tâcheron que si celui-ci accepte de faire le travail moins cher que cela ne reviendrait à l'entrepreneur si celui-ci le faisait faire directement, et, à ce prix inférieur, le tâcheron ne peut s'en tirer qu'en obtenant de ses co-équipiers, en poussant lui-même la charge, un rendement considérable. Un rendement qui les tue.

Aussi le tâcheronnat fut-il toujours la bête noire des travailleurs, particulièrement dans le Bâtiment, son domaine de prédilection. Si bien que dès 1848, il était en France légalement interdit, au moins théoriquement.

Eh bien ! c'est ce système que, sous une forme quelque peu différente, mais comportant les mêmes conséquences, une ordonnance du commissaire du peuple pour l'industrie lourde vient d'établir en Russie dans toute l'industrie du Bâtiment (1) *— nouvelle application du discours de Staline, du 23 juin 31 (voir R. P. de décembre 31).*

Dans les précédentes ordonnances concernant les autres industries, il avait déjà été prévu des primes aux chefs d'équipe, mais celles-ci devaient surtout être accordées, au moins en principe, pour récompenser la bonne exécution, la qualité *du travail. Dans l'ordonnance relative au Bâtiment, le masque est tombé. Il ne s'agit plus de la qualité du travail, mais uniquement de sa* quantité. *C'est une simple prime au « rendement » : dans tous les chantiers, les ouvriers du bâtiment seront désormais constitués en brigades de 15 à 30 hommes, sous le commandement d'un chef d'équipe. Celui-ci touchera, en plus de son salaire et de son indemnité comme chef d'équipe, une prime de 2 % du salaire global de l'équipe* s'il réussit à faire accomplir par l'équipe plus que la tâche prescrite.

Autant de chefs d'équipe donc, autant de négriers en puissance. Maçon, terrassier, charpentier, pousse, pousse ! plus vite, toujours plus vite ! Afin que ton chef d'équipe puisse gagner la prime, la grosse prime qui accroîtra de près des deux tiers son salaire.

R. L.

P.S. — Dans le *Peuple*, un romancier paysan me donne du « théoricien » parce que je me refuse à confondre le paysan propriétaire avec le domestique de ferme. C'est être théoricien à bon compte !

(1) Publiée dans *Za Industrializaciu* du 29 août; analysée dans *Informations Sociales* du 2 octobre.

Un ordre du jour des typos parisiens

Le Conseil Syndical élargi des typos-linos-correcteurs unitaires, dans sa Séance du Dimanche 8 Octobre 1933, a voté *à l'unanimité* l'ordre du jour suivant :

Informé de la stupide menace d'une balle dans la peau faite à notre délégué Charbit par Arrachart, membre de la C.E. et secrétaire de la 20e U.R., sous le puéril prétexte qu'il n'accompagnait pas les chœurs du Congrès ;

Considérant que cette provocation ne peut être que le fait d'un homme incertain de la valeur de ses convictions présentes puisqu'il ne peut supporter la contradiction et que, de ce fait, ce citoyen ne peut représenter les masses ouvrières à la C.E. et à la 20e U.R. ;

Tenant compte également de la basse surveillance exercée sur nos amis pendant tout le Congrès et du retrait de la parole à notre délégué supprimant ainsi toute discussion contradictoire ;

Déclare faire toutes réserves sur l'application des décisions du Congrès, tant que ses représentants aux Congrès, Assemblées d'information ou de comptes rendus de gestion seront brimés ainsi et ne pourront exposer le point de vue de notre organisation ;

Proteste contre le qualificatif de provocateur lancé par l'Humanité *contre notre délégué, qualificatif qui peut être interprété de la façon la plus ignominieuse alors qu'au contraire notre camarade fut à plusieurs reprises, au sein du Congrès, en butte aux violences de certains fonctionnaires syndicaux de la majorité confédérale.*

Enfin, nous avons Hitler !

ou

La fin de l'Europe libérale

(Suite et fin)

Pays du Capital et pays du Travail

Ce phénomène du fascisme européen, cette fièvre étrange qui travaille et a saisi trois grands peuples — l'Italie, l'Allemagne et la Russie (car le bolchevisme est le frère jumeau du fascisme, en définitive) qu'est-ce à dire ? Que signifie cela ? Et a-t-on épuisé la question quand on a dit qu'il était *un phénomène de réaction bourgeoise*, suscité par le capitalisme, pour barrer la route au prolétariat révolutionnaire ? Il est cela, sans aucun doute, il est surtout cela ; mais je remarque en lui, cependant, des traits singuliers ; en Italie, le fascisme — Mussolini en tête — se réclame de Sorel, et, en fait, beaucoup de syndicalistes révolutionnaires se sont rangés du côté du fascisme, sont devenus fascistes ; et, en Allemagne je me suis laissé dire qu'Hitler, lui aussi, avait pratiqué Sorel ! Qu'est-ce à dire, encore une fois ? J'ai protesté maintes fois contre tous ceux qui voient en Sorel le père commun du bolchevisme et du fascisme ; j'ai dénié à Mussolini le droit de se réclamer de Sorel ; je proteste encore et je dénie toujours ; mais si la violence sorélienne n'a, en effet, rien de commun avec les violences fascistes ou hitlériennes, si le but de la violence prolétarienne, comme Sorel l'avait conçue, était d'abattre tout ensemble le Capital et l'Etat, pour promouvoir *un ordre de producteurs libres*, tandis que la violence fasciste sert le capitalisme, renforce l'Etat et crée une sorte de corporatisme, où le prolétaire est incorporé à la civilisation bourgeoise, si tout cela est évident, clair comme eau de roche et éclatant comme la lumière du soleil en plein midi, il y a tout de même quelque chose, qui pourrait, *en un certain sens*, justifier les fascistes dans leur prétention à se rattacher à Sorel. Quel est ce quelque chose ?

Sorel partageait le monde d'après-guerre, en *pays du Capital* et *pays du Travail* (1) : les pays du Capital, quels sont-ils ? Mais ce sont, évidemment, les Etats-Unis, l'Angleterre et la France, les trois grandes démocraties occidentales, celles qui ont formé la fameuse *Entente*, les fameux *Alliés*, et c'est contre ces démocraties occidentales que Sorel, on se le rappelle, lança sa malédiction de vieillard au bord de la tombe : « Maudites, s'est-il écrié à la fin de son *plaidoyer pour Lénine*, maudites soient les démocraties ploutocratiques, qui affament la Russie ; je ne suis qu'un vieillard, dont l'existence est à la merci de minimes accidents ; mais puissé-je, avant de descendre dans la tombe, voir humilier les orgueilleuses démocraties bourgeoises aujourd'hui cyniquement triomphantes ! » Or, ces jours-ci, il était question de reformer la coalition de ces démocraties bourgeoises, contre l'Allemagne hitlérienne ; car quels sont donc aussi *ces pays du Travail*, auxquels Sorel pensait ? Mais c'était précisément l'Italie, l'Allemagne et la Russie ! On a vu souvent ces trois grands pays se coaliser dans les diverses conférences et faire une sorte de *bloc révisionniste* ; Staline, Mussolini, Hitler sont pour la révision du traité de Versailles, charte de l'Europe bourgeoise ; et si, dernièrement, Radek s'est déclaré *antirevisionniste*, cela est peut-être le signe d'un étrange revirement dans la politique de la Russie Soviétique qui, décidément, *s'assagirait* : le pacte franco-soviétique n'a pas été voté *par presque toute la Chambre française*, sans que cela ne signifie quelque chose d'assez... inquiétant ! Mais le national-socialisme, qui, en somme, caractérise le fascisme européen, cette synthèse des deux thèmes national et social, où l'on ne sait pas bien ce qui domine et l'emporte, le thème national ou le thème social,a ainsi son explication profonde: c'est un mouvement *social* qui, par suite du Traité de Versailles, est obligé de prendre une allure avant tout *nationale*, parce que les *pays du Travail* se trouvent, en face des *pays du Capital*, dans la position de parents pauvres en face de parents riches et de gens dépossédés en face de gens nantis, et qu'au fond de ce conflit à couverture nationale, il y a un conflit social, une sorte de *lutte de classes*, qui prend l'aspect d'une *lutte de nations*, une *guerre de classes* qui prend l'allure d'une *guerre des Etats*. En Italie, en Allemagne, en Russie, les rancœurs de la défaite ou les déceptions de la victoire (l'Italie, à Versailles, a été traitée en *parent pauvre* et humiliée par Clémenceau, presque autant que l'Allemagne) ont amené la bourgeoisie (en Russie, *le parti Staline* joue le rôle, en somme, *d'ersatz* d'une bourgeoisie russe déficiente) à rassembler autour d'elle, en un faisceau compact, toutes les forces nationales, pour les dresser contre la domination des *pays du Capital*, et cette réclamation fondamentale devait forcément avoir un double aspect, national et social, ce sont des hommes d'origine prolétarienne et donc d'une énergie, d'un *allant* tout prolétariens, que le capitalisme indigène a dû pousser en avant pour colorer d'une couleur socialiste des revendications d'ordre national : le fascisme est faible, natu-

1) Dans les *pays du capital*, le prolétariat lui-même est passablement... embourgeoisé. Le prolétariat américain n'a jamais manifesté de tendances socialistes bien accentuées; il ignore le marxisme; le prolétariat anglais s'est longtemps contenté de partager avec sa bourgeoisie les bénéfices de l'exploitation du globe, que donnait à l'Angleterre une situation longtemps privilégiée; quant au prolétariat français, il semble, depuis la guerre surtout, s'être *réformisé*, et Jouhaux ne parle plus que *d'intérêt national*, comme s'il était devenu, selon le mot de Sorel, *un grand bourgeois du prolétariat*. En Italie, en Allemagne, en Russie, au contraire, on peut dire que le prolétariat y est si prédominant que le nationalisme lui-même est obligé de s'y donner une couleur socialiste; on peut donc appeler ces pays *les pays du Travail*.

rellement chez les nations bourgeoises, victorieuses et nanties, et s'il y a, par exemple, un fascisme anglais,formé d'ailleurs par un *ex-travailliste*, il est tout aussi ridiculement insignifiant que peut l'être le communisme anglais lui-même.

La réalisation de l'unité allemande

Le Traité de Versailles, qui a terminé la grande guerre, a créé une situation essentiellement ambigüe, où l'on voit le socialisme européen s'incorporer à la civilisation libérale et bourgeoise, et finir par être absorbé par elle, et le nationalisme, essentiellement conservateur, prendre des allures révolutionnaires, sous la forme fasciste. Le lamentable effondrement de la Social-Démocratie allemande, espoir et sarcasme du *Temps*, en est l'illustration la plus topique. On lui a reproché sa pusillanimité, sa lâcheté, son *mahométisme* ; mais, pour résister à Hitler, il lui aurait fallu *une foi internationaliste*, dont elle était complètement dépourvue ; au fond, elle était, sur le thème national, d'accord avec les nazis, tout comme les communistes eux-mêmes ; l'Allemagne entière étant dressée contre le Traité de Versailles d'un de ces élans historiques qui sont irrésistibles, il aurait fallu que la Social-Démocratie puisât dans un internationalisme fervent et convaincu, une force qu'elle ne pouvait puiser que là ; mais Marx, dans sa *Lettre sur le programme de Gotha*, avait déjà discerné la faiblesse, pour ne pas dire *l'inexistence*, de l'internationalisme dans la Social-Démocratie allemande, plus lassalienne, encore une fois, que marxiste ! Et l'on a vu, en Allemagne,dans toute cette période qui a précédé le triomphe de Hitler, les partis hitlériens et communistes échanger leurs troupes *continuellement* : des nazis devenant communistes et des communistes passant au national-socialisme ! L'Allemagne, au fond, par la révolution raciste, achève de réaliser son unité nationale, commencée par Bismark — comme l'Italie achève la sienne,ébauchée par Cavour: *voilà le phénomène fondamental.* On s'est étonné de la facilité avec laquelle, par exemple, le particularisme bavarois, qui semblait si fort, s'est évanoui devant Hitler ; mais tous ces particularismes allemands, reliquat du Moyen-Age, devaient disparaître, ils constituaient des *survivances*, des *anachronismes* ; une nécessité historique inéluctable veut que les unités nationales se forgent par les guerres et les révolutions; l'unité française s'est faite par Richelieu, Louis XIV, la Révolution de 89 et Napoléon; depuis plus d'un siècle, elle est un fait accompli et d'une solidité à toute épreuve : la démocratie elle-même est plus *unitaire* que personne, en France : le jacobinisme ne signifie pas autre chose, et notre Daladier national est un bon jacobin ! L'Allemagne et l'Italie au contraire, n'avaient pas encore achevé leur unité nationale ; elles étaient restées des Etats plus ou moins fédéralistes, avec une survivance de *particularismes* et de *municipalismes*, rappelant l'Ancien Régime ; tout cela devait disparaître ; l'Etat moderne devait s'élever sur les ruines de tous ces particularismes, restes du Moyen-Age; et l'Etat moderne,on le sait, c'est *l'Etat bourgeois;* la bourgeoisie a besoin de cette centralisation bureaucratique pour accomplir son œuvre ; la grande guerre a fait disparaître les Hohenzollern, les Habsbourg et les Romanof ; ils ne reparaîtront plus ; ils sont à jamais éliminés ; le *Troisième Reich* n'amènera pas une restauration monarchique, on peut en être sûr et les Junkers, avec leur Von Papen, ont joué un jeu de dupes. Non, l'Allemagne, je le répète, parfait son unité nationale, ébauchée au XIXe siècle, forgée par Bismark ; mais l'œuvre de Bismark était restée inachevée ; il subsistait encore trop de *particularismes* en Allemagne ; il fallait qu'ils disparaissent et c'est l'œuvre de Hitler, qui veut essentiellement élever l'Allemagne à la hauteur d'un Etat vraiment moderne et hausser tous les Allemands à la *conscience nationale* — une conscience nationale aussi unitaire que possible ; Hitler accomplit en Allemagne, ce que Mussolini accomplit en Italie, d'où leurs évidentes affinités. Le fascisme européen, fruit de la grande guerre, achève, en dernière analyse, la destruction du Moyen-Age, et la construction de l'Etat moderne ; par le fascisme et le bolchevisme, l'Italie, l'Allemagne et la Russie vont se trouver élevées à la hauteur des autres Etats bourgeois constitués en *unités nationales* depuis plus d'un siècle ; et toute l'Europe sera unifiée sous la houlette bourgeoise : le fascisme complète donc l'œuvre de la grande guerre.

La position ambigüe de la bourgeoisie

Mais Marx nous l'a enseigné : *l'Ancien Régime est le défaut caché de l'Etat moderne*, et je l'ai dit souvent : la bourgeoisie est une classe ambigüe, qui, prise entre les féodaux et le prolétariat révolutionnaire, oscille perpétuellement entre deux pôles : l'Individu et l'Etat, en politique, le libre-échange et la protection en économie, le classicisme et le romantisme en littérature et, d'une manière générale, la Révolution et la Tradition ; elle se présente tour à tour, selon les occurences sur un front dispersé ou concentré, tantôt se relâchant de sa base, l'Etat, pour sembler admettre une sorte d'anarchisme, et c'est le libéralisme bourgeois, et tantôt se ramassant sur cette base, pour se concentrer et comme se mettre en boule, et c'est l'absolutisme bourgeois ; mais ce libéralisme n'est jamais qu'en surface et en façade, et l'Etat moderne, fortement centralisé, est fait, en somme, à l'image de l'atelier capitaliste, où... *charbonnier est maître chez soi* et n'admet aucun partage d'autorité: la fabrique est une royauté de droit divin ! Seul, jusqu'ici, le syndicalisme révolutionnaire a pu rogner et diminuer cette royauté, d'où sa valeur historique incomparable, alors que les Partis politiques, simples démembrements, en dernière analyse, de l'Etat, ne font jamais que renforcer l'Etat et, par suite, le capitalisme. Le fascisme, c'est donc la bourgeoisie à l'état concentré, présentant un front unique et national aux assauts du prolétariat révolutionnaire, et rejetant, comme une entrave, le libéralisme, qui ne lui paraît plus qu'anarchisme ou source d'anarchie: Maurras, ne nous a-t-il pas répété à satiété, que, dans un *libéral*, sommeillait toujours un *anarchiste* ? Et si le socialisme européen s'est montré si faible devant le fascisme, c'est que, lui-même, il est intimement pénétré de nationalisme, lui-même se place sur le terrain national, lui-même fait partie de l'unité nationale, donc, *de l'unité bourgeoise* ; il n'a pas pu empêcher la grande guerre et docilement, s'est rangé derrière les bourgeoisies nationales ; pour la même raison, il n'a pu enrayer le fascisme, qui achève l'œuvre de la grande guerre !

La Révolution a plus d'un tour dans son sac

Mais toutes ces « unions nationales » — entendez : unions bourgeoises — tous ces nationalismes, ceux des nations nanties et repues, qui n'ont plus qu'à digérer le fruit de leurs conquêtes, et ceux des nations dépourvues ou dépouillées, pleines du désir de s'asseoir à la table du festin ou d'y retrouver une place estimée adéquate à leur grandeur, les nationalismes *statiques*, autrement dit, et les nationalismes *dynamiques*, toutes ces bourgeoisies, les assouvies et les inassouvies, se regardent naturellement de travers et se détestent les unes les autres : elles parlent de désarmement, elles réunissent des conférences pour le désarmement, mais il ne s'agit que de gagner du temps, d'amuser le tapis et de ruser avec le sentiment populaire, qui demande la paix ; elles craignent que la guerre ne déchaîne la révolution, et, *seule*, cette crainte les arrête au moment de déclancher une nouvelle « grande guerre » pour le partage des marchés du monde, qui vont s'épuisant et se rétrécissant. En face de Mussolini et de Hitler, les bourgeoisies repues des *pays du Capital*, — la française, l'anglaise et l'américaine, ont un double sentiment : elles sont contentes de les voir mater *le marxisme*, ce marxisme honni pardessus tout, ce marxisme qui prêche la lutte des classes, c'est-à-dire l'abomination de la désolation, mais elles craignent, d'autre part, *qu'ils ne réussissent trop bien* et ne redonnent aux bourgeoisies rivales — l'italienne et l'allemande — une force trop grande et qui les rendrait capables de leur disputer, à la table du monde, la place privilégiée qu'elles entendent bien garder. Le fascisme est dynamique ; il ne prêche pas la résignation à l'ordre établi par le Traité de Versailles, il veut, au contraire, briser cet ordre, où il se juge spolié, entravé, diminué et comme, d'autre part, il a été obligé d'exploiter largement les passions populaires et même de se donner une couleur socialiste, les bourgeoisies nanties craignent que les chefs prolétariens poussés à la tête des divers fascismes ne soient débordés par leurs troupes fanatisées et ne veuillent appliquer le programme, plus ou moins révolutionnaire, qu'ils ont dû arborer pour duper les masses. « Enfin, nous avons Hitler », déclare bien, très naïvement,notre bourgeoisie nancéenne ; oui, sans doute, mais attention ! Il ne faudrait pas que cet Hitler se prenne trop au sérieux, et de *serviteur*, veuille devenir *maître* : il a maté le marxisme allemand, c'est parfait, et bravo et merci mille fois ; mais qu'il ne s'avise pas maintenant de jouer au Ruy Blas ! Pour les bourgeoisies repues de France, d'Angleterre et d'Amérique, le fascisme représente donc un double danger — national et social ; car, si, par sa pointe nationale, il les inquiète, en tant que bourgeoisies française, anglaise et américaine, par sa pointe sociale, il les inquiète aussi et non moins, en tant que *bourgeoisies tout court* ! Déjà empêtrée jusqu'au cou dans des contradictions économiques inextricables et insolubles, la pauvre bourgeoisie occidentale, soi-disant libérale, s'est empêtrée dans des contradictions politiques non moins inextricables ! Et Proudhon, s'il vivait encore, lui, l'auteur des *Contradictions économiques et* des *Contradictions politiques*, pourrait triompher au spectacle de l'Europe actuelle et donner libre cours à sa formidable ironie révolutionnaire ! Le fascisme dynamique, et, par suite, révolutionnaire, quoique conservateur, représente, en dernière analyse, la révolte des *pays du Travail*, contre les *pays du Capital* — une révolte, c'est entendu, qui fut conduite et soudoyée par les capitalismes indigènes, mais qui contient de tels éléments prolétariens, qu'elle pourrait faire sauter tout le vieux système ; la *Terza Roma*, comme le *Troisième Reich*, ne constituent pas de simples réactions de retours en arrière ; la Révolution a plus d'un tour dans son sac, et, peut-être, Marx pourrait-il, cette fois encore s'écrier : bien creusé, vieille taupe ! La malédiction de Sorel s'appesantira sur les bourgeoisies ploutocratiques de l'Occident ; le Traité de Versailles sera déchiré ; l'Italie, l'Allemagne et la Russie, pays jeunes, prolétariens, et pleins d'un dynamisme tout révolutionnaire, humilieront finalement les vieilles démocraties bourgeoises encroûtées dans leur orgueil de possesseurs trop bien et depuis trop longtemps nantis ; et c'est en ce sens que le fascisme pourrait se réclamer de l'auteur des *Réflexions sur la violence* : sa violence serait *l'ersatz historique* de la violence prolétarienne déficiente ! Renan ne disait-il pas que l'histoire religieuse ne s'était jamais faite qu'à coup de contre-sens ; mais sans doute, il n'y a pas que l'histoire religieuse qui soit dans ce cas : l'histoire tout court, et l'histoire révolutionnaire en particulier, se font aussi par cette voie : Révolution et Contre-Révolution jouent parfois comme à cache-cache ; mais il ne se peut pas que la Révolution, finalement, ne l'emporte : *bien creusée, vieille taupe*, s'écriait Marx ; oui, la Révolution, vieille taupe, connaît l'art de la sape et de la mine ! Le vieux monde bourgeois est, évidemment, entré en agonie et le crépuscule — un crépuscule orageux, fangeux et tout dégouttant de sang, de boue et de sanie, un horrible crépuscule louche et sinistre, s'est étendu sur lui. Pauvre Occident ! Pauvre Europe libérale ! Pauvre bourgeoisie !

Le fascisme, rançon de la déficience du socialisme

Pauvre Europe libérale ! eh oui, répèterons-nous, comme en refrain ; mais aussi, pauvre socialisme européen, qu'un marxisme vulgaire a laissé s'incorporer à cette pauvre Europe libérale et partager sa déchéance ! La faillite du socialisme européen, écrasé par le fascisme et éliminé par lui, est, en effet, désormais un fait acquis ; il ne subsiste plus, en Europe, qu'un pays où le fascisme n'ait pas encore évincé le socialisme, c'est la France ; mais je serai bien étonné que le parti de Blum ou celui de Cachin soient en état de sauver « la dernière tranchée de la liberté » ! Faut-il dire que c'est la faillite de Marx? Eh non, j'ai montré que ce que j'ai appelé *le marxisme historique* — guesdisme, social-démocratie, bolchevisme ou léninisme — n'avait rien de... marxiste et ne fut qu'une forme très vulgaire du marxisme, se rattachant, en fait, beaucoup plus à Lassalle ou à Bakounine qu'à Marx ; la bourgeoisie crie : *sus au marxisme* ; mais ce qu'elle prend pour du marxisme n'en est que la déformation la plus triviale et la plus plate. En vérité, l'heure de Marx n'a pas encore sonné au cadran de l'histoire ; elle ne sonnera que lorsque nous verrons l'Internationale ouvrière — une vraie Internationale ouvrière, celle des syndicats, celle que le judicieux Cournot, dès 1872, saluait comme une « réalité

substantielle » — prendre corps et consistance ; mais, actuellement, ce sont les mystiques nationales qui triomphent, et la mystique internationale est en recul ; les Internationales de politiciens socialistes ou communistes, que nous avons vues jusqu'ici, n'avaient rien d'internationaliste ; elles étaient encore pénétrées, intimement, *d'esprit national*, les Partis, encore une fois, ne pouvant être que des démembrements de l'Etat, et l'Etat moderne ou bourgeois, étant forcément, avant tout, national, n'ayant plus d'autre mystique possible, d'autre ressource spirituelle disponible que le sacro-saint patriotisme : or, a-t-on vu jusqu'ici un seul Parti socialiste dénoncer carrément le patriotisme comme étant chose essentiellement *bourgeoise?* Il n'y eut, pour le faire encore, que le syndicalisme révolutionnaire d'avant-guerre, au grand scandale d'ailleurs de Guesde et de Jaurès eux-mêmes ! Lamartine, au milieu du XIXe siècle, pouvait entonner sa *Marseillaise de la Paix* et déclarer que les nations n'étaient qu'un mot pompeux pour dire barbarie ; il était déjà fort en avance sur l'idéologie bourgeoise courante ; mais nous l'avons vu : la bourgeoisie eut son heure d'internationalisme, les ligues de la Paix ont foisonné et fleuri à l'époque triomphante du manchestéranisme; mais, aujourd'hui le manchestéranisme— l'économie libérale classique — est mort, le protectionnisme déborde, le libre-échange est rejeté par l'Angleterre elle-même ! La classe ouvrière, elle aussi, eut son heure d'internationalisme, avec le chant de Pottier, où *l'Internationale* devait être « le genre humain » ; mais, aujourd'hui, c'est le national-socialisme qui triomphe — et si Mussolini, comme Hitler, abhorrent le marxisme, c'est qu'il est une philosophie vraiment internationaliste, et qu'ils rêvent, eux, avant tout, de grandeur *italienne* et de grandeur *allemande*, voulant achever, comme je l'ai dit, l'œuvre ébauchée par les Bismark et les Cavour au XIXe siècle.

L'heure de Marx n'a pas encore sonné ; elle ne sonnera — si elle doit jamais sonner — que le jour où le prolétariat révolutionnaire, organisé enfin internationalement, et ayant rejeté toute idéologie patriotique ou nationale — idéologie essentiellement bourgeoise — mettra d'accord tous ces nationalismes et toutes ces bourgeoisies nationales concurrentes en les fourrant dans le même sac et en déclanchant la Révolution universelle, ce jour n'est peut-être pas aussi éloigné qu'on pourrait le croire ; car lorsque les délires nationalistes actuels et les inextricables contradictions économiques et politiques, où la bourgeoisie est présentement empêtrée, auront amené la catastrophe suspendue sur nos têtes, et nous auront replongé dans un nouveau Moyen-Age par un de ces *ricorsi* historiques que le grand Vico croyait nécessaires pour revigorer et rafraîchir une humanité déliquescente; quand l'Europe,selon la prédiction de Sorel, aura bafoué pendant quelque temps ce que la bourgeoisie libérale a obstinément honoré tout un siècle, mais n'a su en faire qu'un usage de pure dissolution sociale et ne constituant, comme dit Proudhon, qu'un spectacle d'ombres chinoises et une danse des morts, cette liberté-déesse, sans lest ni boussole, qui a tout disséqué et tout détruit, pour ne produire qu'une anarchie morale, sociale et économique, dont les divers fascismes ne sont aujourd'hui que le contre-poids forcené et dérisoire, alors un renouvellement pourra s'accomplir, et, dans cette Europe renouvelée que rêvait Sorel, les intellectuels, avec leurs théories de l'amour libre, de l'art pour l'art et autres déliquescences,seront assimilés à des *jongleurs* ; des myriades de travailleurs, en accomplissant avec conscience des besognes obscures, produiront de la grandeur morale en même temps que des moyens d'existence, et une civilisation, riche en valeurs quiritaires, pourra de nouveau surgir et resplendir. Mais, évidemment, nous sommes condamnés à traverser d'abord une sorte de nouveau Moyen-Age (1), et à subir une sévère pénitence médiévale, dont le fascisme italien, l'hitlérisme allemand et le bolchevisme russe nous donnent un avant-goût amer, puisque le socialisme, sous la forme du marxisme vulgaire que j'ai dénoncé, n'a pas pu nous éviter cette catastrophe, mais, corrompu lui-même par le matérialisme bourgeois, s'est montré incapable de susciter les valeurs nouvelles, où l'humanité aurait puisé le rafraîchissement qu'elle attend et espère. Le fascisme européen n'est que la triste et honteuse rançon de la déficience lamentable du socialisme européen ; la bourgeoisie libérale et le prolétariat socialiste peuvent réciter l'un et l'autre leur *mea culpa* et battre ensemble leur coulpe; ils peuvent bien faire les dégoûtés et les renchéris devant un Mussolini et un Hitler, ces *enfants terribles* ; mais ce sont leurs enfants tout de même, et qui dénoncent au grand jour les tares paternelles. *Tu l'as voulu*, Georges Dandin, et toi aussi, Jean Prolo : courbez donc la tête tous les deux et frappez-vous la poitrine ! Enfin, vous avez Hitler !

Edouard BERTH.

(1) Qu'on ne se hâte pas de me dire que je tombe dans une contradiction grossière en parlant de moyen-âge à propos du fascisme, alors que j'ai affirmé plus haut qu'il achevait la construction de l'Etat moderne. Par lui-même, le fascisme est essentiellement *une contradiction vivante*, puisqu'il se dit *national-socialiste*, et que ces deux termes jurent déjà d'être accouplés; mais les traits moyen-âgeux qu'on peut relever en lui — persécution des Juifs, livres brûlés, violences de bandes déchaînées — n'empêchent nullement son caractère fondamental, qui est d'être *une exaltation de l'Etat:* or le Moyen-Age ne connaissait pas l'Etat, il ignorait le patriotisme et le nationalisme; l'Etat et la notion de patrie, qui lui est consubstancielle, sont *des notions bourgeoises*, et c'est la bourgeoisie, au sortir du Moyen-Age, qui édifia l'Etat dit moderne.

Compte-rendu officiel du Congrès de l'Enseignement Unitaire de Reims 1933. (*Emancipation*, n° 352):

« Le rapporteur fédéral propose, au nom de certains syndicats, la démission collective des officiers de réserve instituteurs. Bruhat et Bouthonnier [détenteurs de la ligne stalinienne (N.D.L.R.)] **se prononcent contre cette mesure et déclarent qu'il ne faut plus combattre la P.M.S.** (Préparation militaire scolaire). »

Et oui ! Crions tous, avec les néo-communistes russes : « Vive l'armée française ! »

« Nombreux sont, à Genève, ceux qui s'étonnent que la Russie demeure écartée de ces pourparlers sur le désarmement, alors que l'Allemagne vient de quitter la conférence. Il semble pourtant que les armées de l'U.R.S.S., forces de contrepoids en Europe comme en Asie, devraient compter beaucoup plus encore dans les jours que nous vivons. Le « Michel » allemand ne craint-il pas plus que jamais l'« ours » russe, bien capable de renforcer la Pologne contre le chancelier Hitler ? »

(Le Petit Marseillais). **G.-R. TABOUIS.**

C'est à nouveau le « rouleau compresseur ».

EN ESPAGNE

Est-ce la liquidation légale de la République ?

Comme il était à prévoir, le gouvernement Azaña n'a pu se maintenir. Complètement discrédité aux yeux de la population, il a eu d'autant moins de forces pour résister à l'assaut de la droite désireuse de balayer les socialistes du pouvoir, maintenant qu'ils se sont rendus impopulaires par leur besogne répressive. C'est ainsi qu'après avoir rencontré la complicité des réactionnaires dans le vote des lois scélérates anti-ouvrières, le gouvernement Azaña s'est finalement brisé contre le mur de la réforme agraire. En fait, le résultat des élections au Tribunal des garanties constitutionnelles constituait un véritable pronuciamento de la majorité des municipalités contre le gouvernement au pouvoir.

LA CONSTITUTION VIOLÉE

C'était là l'occasion attendue par Zamora pour offrir le pouvoir à Lerroux, l'homme de la droite et du fascisme. Malheureusement, sa première tentative n'eut pas de chance. Le cabinet Lerroux ne dut sa durée — en tout 23 jours ! — qu'aux vacances parlementaires et fut renversé à une majorité écrasante dès qu'il se présenta devant les Cortès. Il fallait s'y prendre autrement. C'est ainsi que dès la constitution du nouveau « cabinet Lerroux sans Lerroux » — comme on l'a dit si justement — son chef, Martinez Barrios, le principal lieutenant de Lerroux, afin de prévenir l'échec qui l'attendait devant les Cortès, tourna la difficulté en décidant de sa propre autorité leur dissolution... On peut se demander à juste titre si cette mesure ne constitue pas la première étape d'une liquidation légale de la République.

En effet, l'article 75 de la Constitution interdit au Président de la République de confier immédiatement le pouvoir à un membre du gouvernement renversé par un vote défavorable des Cortès. C'est donc en violation de cet article que Martinez Barrios a été appelé à former son Cabinet et, par suite, à prononcer la dissolution des Cortès Constituantes.

LA SITUATION DES PARTIS OUVRIERS

Les socialistes se sont d'ailleurs élevés contre ce fait, mais il est fort douteux que leur opposition donne un résultat efficace, d'une part parce que leur passage au pouvoir leur a fait perdre une grande partie de leur prestige, d'autre part parce qu'ils sont eux-mêmes divisés. En effet, le parti socialiste semble de plus en plus nettement formé de deux courants dont l'un, avec Largo Caballero, se base sur l'expérience allemande pour se déclarer prêt à tenter une action insurrectionnelle ayant pour but la prise du pouvoir et l'instauration d'une dictature, et dont l'autre, avec Besteiro, l'ancien président des Cortès et délégué de l'U.G.T. au Congrès de la C.G.T. française, au nom de 50 ans de traditions légalitaires, persiste à se maintenir sur le terrain de la propagande réformiste et purement légale.

De son côté, l'avant-garde révolutionnaire de la C.N.T. ne semble pas se préoccuper outre mesure de parer au danger fasciste. On lit dans *Solidaridad Obrera* que la crise ne signifie qu'un simple changement d'acteurs sur la scène politique et que les ouvriers ne doivent la considérer qu'en spectateurs. Suivent les traditionnels appels à l'abstentionnisme lors des élections des Cortès. Sans doute parfois le journal anarcho-syndicaliste se décide-t-il à abandonner le point de vue de Sirius et pose alors avec une certaine inquiétude cette question: « Où allons-nous ? Fascisme ou révolution ? » Malheureusement il ne trouve guère d'autre réponse que les lieux communs sur l'avènement désirable et désiré du communisme libertaire, avec, semble-t-il, une nuance de scepticisme en ce qui concerne la possibilité de sa réalisation. Est-ce une sorte d'aveu d'impuissance devant les événements ? Un camarade espagnol nous écrit: « Le communisme libertaire aura coûté cher au prolétariat espagnol. En rêvant au paradis, il aura perdu la possibilité de faire sa révolution ».

Cependant, la réaction, elle, ne perd pas son temps. Sentant toute la fragilité de son appui sur un Parlement même remanié, elle se cherche un soutien plus solide du côté de l'armée. Le camarade que nous avons déjà cité, nous écrit à ce sujet: « Le 26 septembre, le Conseil des ministres a « ajourné » les grandes manœuvres militaires qui devaient avoir lieu près de la rivière del Segre (Lerida) où devait se concentrer une armée de 30.000 hommes sous le commandement suprême du lieutenant-général Rodriguez del Barrio — premier inspecteur général de l'armée. Or, en réalité, cette concentration militaire devait, si le moment était opportun, perpétrer un coup d'Etat fasciste... »

LES GRÈVES

Parallèlement à la crise ministérielle, la crise sociale se poursuit.

La grève du Bâtiment de Barcelone a pris fin le 15 août dernier après quatre mois de luttes. Tout de suite déclarée illégale par le gouvernement, elle s'est poursuivie pour ainsi dire en marge de la loi et s'est terminée par un accord direct — sans intervention des tribunaux mixtes — entre les syndicats et le patronat. La C.N.T. l'a considérée comme une victoire — une partie des revendications ouvrières ayant été obtenue — et comme un camouflet à la loi anti-syndicale du 8 avril. D'autre grèves continuent et il s'en déclanche chaque jour de nouvelles. A Barcelone, par exemple, celle des employés des eaux, gaz et électricité causa une telle frayeur au gouvernement que le ministre de l'Intérieur démissionnaire du Cabinet Lerroux s'empressa — en mettant à profit un droit conféré par la loi d'ordre public — de décréter l'état de « prévention » dans toute la Catalogne pour parer à une éventuelle grève générale. Il fit en outre envoyer quatre bateaux de guerre dans le port de Barcelone ! Mais la grève générale n'ayant pas eu lieu, les autorités en furent pour leurs frais et pour leur frousse. Par contre, le 12 octobre, la grève générale a éclaté à Villafranca del Panadès où les ouvriers du Bâtiment veulent obliger le patronat à répartir le travail entre tous les travailleurs, afin qu'une partie de ceux-ci ne se trouve pas seule à subir les conséquences du chômage. Des troupes d'assaut envoyées par le gouvernement pour mâter cette grève de solidarité ouvrière, ont fait plusieurs blessés graves.

Lucile PELLETIER.

POUSSÉE A GAUCHE DANS LA "VIEILLE MAISON"

Le 22e Congrès de la C. G. T.

Avant toutes choses, je dois un aveu aux lecteurs de la *R. P.*: jamais, il ne m'a été plus difficile qu'au Congrès de la C.G.T. de faire deux choses à la fois. Etre en même temps le délégué qui vit le congrès et participe à ses élans, et le journaliste qui observe et enregistre, ce n'est pas commode, d'autant moins commode qu'aussitôt le congrès fini, il faut retourner au travail et mettre les bouchées doubles pour rattraper les journées perdues. Aussi les camarades me pardonneront-ils le retard (je n'ai pu être prêt pour le numéro du 10) et l'insuffisance de mon compte rendu.

Je ne pensais d'ailleurs assister au congrès qu'en journaliste d'occasion pour la *R. P.* Les camarades du Syndicat des Municipaux du Havre avaient voulu me confier leur mandat, mais j'avais dû y renoncer, l'article 45 des statuts stipulant (c'est une disposition introduite en 1925 à la demande de la Fédération du Livre) qu'un délégué ne pouvait représenter que des organisations adhérentes soit à la même Fédération, soit à la même Union départemntale que lui. Mais, à la veille même du congrès, les camarades du Syndicat du Gaz de banlieue vinrent me proposer un mandat de suppléant, afin que je puisse défendre une résolution sur le rapport moral qui, en vérité, nous était commune. Je n'ai pas cru devoir refuser.

L'ouverture du Congrès

Le Congrès se tient à la Maison de la Mutualité, de construction récente, rue Saint-Victor, tout près de la place Maubert. La salle est belle, et de belles dimensions, mais cependant trop petite pour les 1.300 délégués qui s'y pressent et s'y sentent diablement à l'étroit. Il faut regretter qu'on n'ait pas choisi une salle plus vaste, quoique plus éloignée du centre de Paris, car certains prétendent qu'il est impossible de faire de bon travail dans des assemblées aussi nombreuses — l'exiguité de la salle constitue certainement une gêne — et vont jusqu'à envisager la suppression des Congrès confédéraux et leur remplacement par une assemblée composée de délégations des fédérations et des unions. Or la base essentielle de la démocratie syndicale c'est le droit pour tous les syndicats de discuter et de fixer eux-mêmes, tous les deux ans, la besogne et l'orientation de la C.G.T.

Je vous épargnerai les phrases rituelles sur l'organisation et l'ordonnancement du Congrès, dont la première séance s'ouvre le mardi 26 septembre, à 11 heures, sous la présidence de Guiraud. De l'allocution d'ouverture, ne retenons qu'un chiffre: l'Union des Syndicats de la région parisienne (Seine et Seine-et-Oise) compte maintenant 108.000 adhérents,— et qu'un souhait: celui que le mouvement syndical se tienne soigneusement en dehors des querelles socialistes.Très bien, Guiraud, mais, permets-moi de te le dire, que le « général » commence ! Qu'il ne se comporte pas de la manière que relate la *Vie Socialiste* du 2 septembre:

« *Lorsque Pierre Renaudel regagna sa place, de nombreux délégués se levèrent pour le féliciter, parmi lesquels — et cet hommage nous fut particulièrement sensible — Léon Jouhaux, secrétaire général de la C.G.T., vice-président de la Fédération Syndicale Internationale.* »

Une résolution contre l'hitlérisme est votée par acclamation; unanimes, les délégués se lèvent pour indiquer aux représentants des autres pays qu'ils ne font qu'un contre la dictature de la matraque et du bâillon; puis, après le discours de Citrine au nom de l'Internationale, la discussion est ouverte sur le rapport moral.

Le rapport moral

Le Pen, des monteurs-électriciens de la Seine, s'est fait une spécialité d'ouvrir ce débat. Il préconise, comme il y a deux ans à Japy, le retour de la C.G.T. à l'action directe, car il n'est pas possible d'appliquer de remèdes dans le cadre du régime et, d'ailleurs, la C.G.T. n'a pas à se faire le terre-neuve de la société bourgeoise agonisante. Le Pen signale en passant une violation des statuts confédéraux sur l'incompatibilité du mandat syndical et des fonctions politiques : le citoyen Chaussy est à la fois député socialiste S.F.I.O. de Seine-et-Marne et secrétaire fédéral de l'Agriculture, donc membre du Comité confédéral. L'orateur évoque la capitulation allemande (l'A.D.G.B. était un colosse aux pieds d'argile) et la trahison des Leipart et des Wels, puis il s'élève contre la politique de la présence et il affirme que la C.G.T. n'a plus rien à faire dans la Société des Nations.

Les flics à la C.G.T.

Ici se place un incident. Le Pen rappelle que le Congrès de Japy avait voté une résolution contre la présence des groupements corporatifs des policiers de la C.G.T.

En voici le texte:

Emu des déclarations concernant l'admission de la police à la C.G.T. ;

Considérant que la police, dans son action et son zèle, contribue à défendre les privilèges du système capitaliste et est entièrement, dans ses moyens et ses buts, incompatible avec les principes du syndicalisme révolutionnaire ;

Considérant que l'admission de la police dans les milieux ouvriers constitue un danger ;

Le Congrès demande à la C.G.T. de persévérer à ne pas accepter ces éléments indésirables.

Ce texte laissait croire qu'il n'y avait pas de policiers à la C.G.T. Or nous devions apprendre, à la fin du Congrès, que deux fédérations comptent effectivement des policiers dans leur sein, la fédération des fonctionnaires et la fédération des services publics.

Comme Le Pen renouvelle en termes énergiques sa

protestation contre la présence de ces indésirables, il est interrompu par Charles Laurent, le secrétaire général de la fédération des fonctionnaires:

— Je me demande, dit Laurent, quelle besogne vous venez faire dans tous les congrès confédéraux !

« Une besogne de salubrité », rétorque Le Pen, qui remet vertement Laurent à sa place. On ne savait pas que la besogne de Laurent était de défendre les flics.

Aux applaudissements de la grosse majorité des délégués, Le Pen déclare que, bon gré mal gré, les policiers devront aller se faire pendre ailleurs.

Après évocation du problème de l'unité et de l'action contre le fascisme et la guerre, Le Pen conclut en s'étonnant de voir les militants ouvriers médusés devant l'expérience Roosevelt, puis la séance est levée.

Le discours de Vivès

La séance de l'après-midi, présidée par Peneau, sera dominée par le discours de Vivès contre la politique de la présence. Pour condamner l'acceptation par le secrétaire général de la C.G.T. d'un mandat gouvernemental à Genève, le représentant des instituteurs sera très net. Il en avait d'ailleurs le mandat de son organisation corporative, puisque le Congrès du Syndicat National avait, au début d'août, déclaré que « les dirigeants du mouvement syndical ne doivent exercer aucun mandat gouvernemental, toujours (1) incompatible avec l'expression libre de la pensée ouvrière ».

Mentionnons cependant qu'avant Vivès, un délégué du gaz de Paris, le camarade Wintermantel, pose deux questions intéressantes au bureau confédéral: la résolution contre la guerre du récent Congrès syndical international de Bruxelles lui fait se demander si la C.G.T. admet qu'il y ait des cas où la guerre soit légitime; d'autre part, il voudrait savoir si nous nous préparons vraiment à prendre le pouvoir économique. Ces deux questions resteront sans réponse.

Vivès votera le rapport moral, mais il a le souci de la doctrine confédérale et de l'action de demain, et il veut évoquer trois problèmes essentiels.

D'abord, la crise. Les instituteurs aideront de toutes leurs forces la C.G.T. dans son effort pour la semaine de 40 heures; ils combattront le double emploi des fonctionnaires.

En second lieu, le fascisme. Certains osent dire que les syndicats ne doivent pas s'occuper de la lutte contre le fascisme, qui serait une lutte politique. Grave erreur! L'avènement du fascisme, c'est la disparition du mouvement ouvrier (on l'a bien vu en Allemagne) et lutter préventivement contre le fascisme, c'est défendre le syndicalisme. La question la plus délicate est celle de savoir si le syndicalisme doit défendre la démocratie politique. C'est encore l'exemple allemand qu'évoque Vivès; on a vu les organisations syndicales allemandes faire corps avec le parti social-démocrate dans sa politique de participation au gouvernement, puis de soutien du gouvernement: elles furent en définitive rendues responsables de l'impuissance du régime de Weimar. Pour que les jeunes n'aillent pas au fascisme, il faut un mouvement syndical actif et essentiellement indépendant.

Vivès réclame la création, au sein de la C.G.T., d'un comité spécialement chargé de la lutte contre le fascisme; il en fera de même à propos de la lutte contre la guerre; nous enregistrons avec plaisir cette rencontre du représentant du S.N. avec les propositions pratiques de la résolution du Gaz de banlieue.

En ce qui concerne la lutte contre la guerre, Vivès déclare qu'il y a entre le bureau confédéral et pas mal de militants des désaccords assez profonds sur la doctrine et sur les modes d'action. Conflit de doctrine, car la résolution du Congrès de Bruxelles de la F.S.I. préconise le recours à l'arbitrage, et, si elle stipule que la classe ouvrière du pays déclaré *agresseur* doit faire la grève générale contre la guerre, elle ne dit rien, quant à ce que doit faire la classe ouvrière du pays déclaré *agressé*. Donc, elle sous-entend que la classe ouvrière du pays dit *agressé* doit faire la guerre.

— Ceci, déclare le représentant des instituteurs, nous ne l'acceptons pas ! (*Nombreux et vifs applaudissements*).

Il ne faut pas laisser croire aux peuples qu'une guerre peut être légitime et qu'elle peut défendre quelque chose. Vivès n'a pas honte d'avoir, au lendemain de la guerre, partagé certaines illusions, notamment d'avoir cru que la Société des Nations pourrait établir la paix dans le monde. A ce moment, il comprenait que le représentant de la C.G.T. aille à Genève. Aujourd'hui, devant les reculs de la Société des Nations, devant la faillite de la conférence du désarmement, devant l'hypocrisie étalée par les gouvernements bourgeois, le moment est venu pour le mouvement syndical d'agir, de faire pression sur les gouvernements, de lutter pour la paix en dehors de la Société des Nations.

Les vifs applaudissements de tout à l'heure se renouvellent quand Vivès demande ainsi que le secrétaire général de la C.G.T. n'aille plus à Genève.

Avec beaucoup de modération, l'orateur souhaite maintenant le rajeunissement des cadres confédéraux. Il est effrayant de penser que l'A.D.G.B. allemande avait à sa tête un homme de 70 ans. Vous donnez à vos secrétaires confédéraux un traitement, d'ailleurs dérisoire pour des hommes de leur valeur, vous ne voulez pas envisager l'éventualité de leur donner une retraite. Pourtant, il faudrait concilier une délicatesse élémentaire envers eux avec la nécessité d'infuser un sang nouveau au mouvement syndical.

Vivès demande la suppression du *Peuple*, expérience négative de 13 ans. Le quotidien pourrait être remplacé par un bulletin officiel, qui renseignerait enfin les militants sur la vie intérieure de la C.G.T., et par un hebdomadaire de combat comme la *Voix du Peuple* d'avant-guerre.

La conclusion du représentant des instituteurs est que l'unité se réalisera si le mouvement syndical imprime un caractère agressif et vigoureux à son action. Elle est très sympathiquement applaudie.

Milan demande que Jouhaux quitte Genève en cas d'échec de la Conférence du désarmement

Milan, secrétaire de la fédération de la chapellerie, est un « vieux de la vieille » de la C.G.T. Il tient à préciser sa position à propos de la Société des Nations: lors de l'avant-dernier Comité national de la C.G.T. il

(1) Dans mon compte-rendu du congrès du S.N. (*R. P.* du 10-8-33, page 305) j'avais indiqué que ce mot « toujours » s'était perdu en route ; il est indispensable de préciser qu'il figure bien dans le texte officiel publié par l'*Ecole Libératrice*.

avait reproché à la majorité de la commission administrative d'avoir autorisé Jouhaux à accepter un mandat émanant de l'autorité gouvernementale.

Milan maintient son point de vue. Très clairement, il explique qu'il n'est pas contre la politique de la présence, mais qu'il fait une discrimination entre le mandat donné par un gouvernement et un mandat émanant directement de l'organisation syndicale.

Jouhaux a été délégué par le gouvernement, non à cause de sa compétence, mais parce qu'il est le secrétaire de la C.G.T.... En participant à ces palabres sans avoir un mandat des syndicats, Jouhaux aliène en partie l'indépendance de la C.G.T. Il lui fait partager des responsabilités qui devraient être celles des seuls gouvernements.

— Je ne veux pas revenir, poursuit Milan, sur les échecs de la Conférence du désarmement, mais, même si elle devait aboutir, le mandat de Jouhaux me paraîtrait contraire à la doctrine syndicale. Je suis partisan de l'indépendance farouche du syndicalisme à l'égard des partis politiques et plus encore des gouvernements.

En définitive, Milan demande à Jouhaux de déclarer au Congrès qu'il renoncera à sa participation aux délégations du gouvernement français si la prochaine session de la Conférence du désarmement aboutit à un échec.

— Je pense, dit-il en terminant, que Jouhaux voudra nous donner cette assurance.

Quelques mots personnels

Si je m'étais abstenu de prendre la parole dans ce Congrès — et si tous les « rentrés » s'étaient de même réservés — de bonnes âmes auraient dit:

— Vous voyez ! Ils n'ont rien à dire contre les dirigeants de la C.G.T. Alors qu'ils faisaient feu des quatre fers contre les dirigeants de la C.G.T.U., ils restent silencieux maintenant que les voilà dans la « vieille maison ».

J'ai donc succédé à Milan à la tribune. Aussitôt, les bonnes âmes — ce sont les mêmes, je n'en doute pas — se sont répandues en critiques:

— Quoi ! Taper sur la C.G.T.U., c'est tout ce qu'il avait à dire ? C'est pour faire amende honorable qu'il est « rentré » ?

Et d'approuver Lecoin, comme le fait, par exemple, la *Vérité*, d'avoir « stigmatisé » mon attitude.

Par-dessus le marché, le « général » devait, selon l'expression d'un délégué qui, lorsque Jouhaux parlait, s'est dérangé de sa place spécialement pour me le dire, « m'en mettre plein mon nez » dans son discours de réponse.

Il y a des gens qui n'ont pas de chance dans la vie; je suis certainement de ceux-là.

Bien sûr, je me sentais bougrement loin de l'atmosphère empoisonnée du Congrès de Magic-City. (Les amateurs, s'il en reste, peuvent se reporter au compte rendu sténographique officiel, et — c'est plus frais — au compte rendu que nous a donné Charbit du Congrès de Huyghens et de la pseudo-conférence d'unité). Alors, pourquoi ne l'aurai-je pas dit ? Pourquoi n'aurai-je pas dit que les dirigeants de la C.G.T.U. ne veulent à aucun prix de l'unité ? Pourquoi n'aurai-je pas dit que leur attitude éloigne de façon considérable la reconstitution de l'unité ?

Dix ans après la « bolchevisation » des partis communistes, certains se refusent encore à admettre la faillite de l'idée de parti. Moi, qui ne prétends point avoir toujours eu raison et avoir toujours raison, je suis bien obligé de constater maintenant la faillite de la C.G.T.U., et aussi celle de nos efforts de redressement. Que faut-il dire de plus pour se faire comprendre et pour faire sentir l'amertume de jeunes hommes qui ont gaspillé dix de leurs plus belles années en luttes de tendances ?

Eh bien ! et c'est tout net ce que je dis, je ne veux pas recommencer l'expérience des C.S.R. Pour moi, l'organisation des tendances appartient au passé. Finies, les chapelles et les sous-chapelles ! La renaissance du syndicalisme s'opèrera à la base du mouvement, elle trouvera ses artisans parmi les jeunes militants qui, chaque jour, agissent à l'usine, et vers qui il faut résolument se tourner, mais non pour les doter d'un catéchisme — ou elle ne se fera pas !

Réclamer un coup de barre à gauche de la direction confédérale, c'était non seulement préparer le chemin à la renaissance du syndicalisme, c'était aussi demander que la « tête » se mette à l'unisson avec la « base », car *l'esprit de la grande majorité de ce Congrès était à gauche; l'esprit des jeunes est à gauche.*

L'opération de René Bard

Les cinq orateurs qui se sont succédé depuis le début de la discussion ont, chacun à sa façon, critiqué l'orientation confédérale. Voici son premier défenseur, René Bard, un des secrétaires de la fédération des mineurs.

Selon lui, les jeunes ne connaissent pas les souffrances qu'ont endurées les anciens et il leur est difficile d'apprécier les résultats obtenus par la C.G.T.

D'ailleurs, d'après Bard, l'action de la C.G.T. ne peut être que la synthèse de l'action des organisations qui la composent. (Nous retrouverons ce sophisme dangereux dans la bouche du « général »).

Bard « le jeune » est pour la politique de la présence et il esquisse sans tarder la grande opération politique de ce Congrès: dresser les travailleurs de l'industrie privée contre les fonctionnaires, notamment les instituteurs.

— Pour nos camarades fonctionnaires, instituteurs, dit-il, gens instruits et dont l'action est par suite plus facile, la nécessité de cette collaboration peut ne pas s'imposer autant qu'aux travailleurs soumis au patronat privé, qui n'ont pas reçu la même éducation qu'eux et se trouvent en présence de problèmes de plus en plus complexes et difficiles. Il faudrait d'ailleurs tenir compte de la liberté de mouvement de nos camarades fonctionnaires. Nous pensons aux milliers de victimes dont un insuccès de notre action peut joncher le sol. Ce que l'Etat-patron a pu leur permettre, à eux, les capitalistes de l'industrie privée ne nous le permettent pas, à nous...

A ces mots, et comme si l'on avait appuyé sur un bouton, une formidable huée éclate dans le Congrès. La grande majorité des délégués protestent avec véhémence, et c'est à peine si, de-ci, de-là, l'on perçoit quelques applaudissements. J'entends à côté de moi:

— Quelle manœuvre !

— Les voilà les diviseurs !

— Conspuez-le !

Pendant dix minutes, Bard ne peut se faire entendre, par suite de ce que le *Peuple* appelle modestement « des

murmures de protestation ». (Il est vrai que pour le *Populaire* il n'y eut même pas d'incident).

La fin du discours de Bard se perd dans l'indifférence quasi totale du Congrès.

La grande opération a été faite, mais son auteur s'est coulé. Et dès ce moment le bureau confédéral fait grise mine.

Thomas

Après une intervention de Lapalu, des maîtres d'internat du Doubs, la parole passe à notre ami Thomas, du Syndicat des instituteurs de l'Indre.

Thomas est, lui aussi, un « rentré »; son discours montre qu'il n'a rien abandonné de ses solides conceptions de vieux syndicaliste. Pour lui, Conseil National Economique et Bureau International du Travail n'ont rien donné. Les rapports du C.N.E. sont oubliés, et les conventions du B.I.T. ne sont pas ratifiées.

On parle de transformer la Société des Nations en Société des peuples: or la Société des peuples existe, c'est l'Internationale ouvrière.

Il faut en finir avec les parlottes de Genève, qui ne produisent rien, et où les militants de la C.G.T. dépensent des trésors d'énergie qui pourraient être plus utilement employés dans le pays ouvrier. La place des dirigeants de la C.G.T. est parmi les travailleurs. Il faut revenir au syndicalisme d'avant-guerre, d'action directe et de lutte de classe.

Sur l'unité, Thomas se déclare en désaccord avec les orateurs qui l'ont précédé, car il pense que la motion de Japy n'est pas suffisante. Notre ami reste fidèle au Congrès de fusion que préconisait feu le Comité des « 22 »; il dépose une résolution en ce sens.

Biot

Avec Biot, un deuxième défenseur du Bureau confédéral va se faire entendre, quoique le secrétaire de la fédération de l'Eclairage se déclare « profondément troublé » par certaines interventions.

Sur la Société des Nations, il lui suffit de faire confiance à celui qui y représente le mouvement ouvrier; c'est lui qui déterminera le moment où cessera certaine participation.

Tout de même, un résultat positif a été obtenu à Genève: le contrôle de la fabrication privée des armes.

L'orateur pense qu'on parle de syndicalisme d'avant-guerre sans savoir exactement les sacrifices et les misères qu'il a représentés pour certains militants.

Et Biot recommence, plus discrètement que Bard, l'opération contre les fonctionnaires, ce qui provoque une mise au point de Delmas. Le secrétaire du Syndicat national des instituteurs rend hommage à l'activité des fédérations ouvrières et précise que ce qui a été mis en cause ici, c'est l'activité confédérale.

Biot termine en évoquant l'hervéisme à propos de l'objection de conscience, et le Guépéou russe à propos de la présence des policiers à la C.G.T.

Les disparus

Après intervention de Cariou Jean, du Gaz de Paris, et avant la fin de cette deuxième séance, Jouhaux vient réparer un oubli: l'hommage aux militants disparus depuis le dernier Congrès. Il les énumère: Blanchard, Vignaud, Audinet, Charbonnier, Dassé, Jollinier, Laratte, Jules Lapierre, Albert Thomas, Turati et Claudio Trèves. Signalons, sans plus, qu'il a omis le nom de notre camarade Albin Villeval, ancien secrétaire adjoint de la Fédération du Livre.

La seconde journée

Présidée par Savoie, la seconde journée est inaugurée par un délégué girondin, R. Mesnard, qui, selon l'ancien souvarinien et professeur de Bobigny Paul Marion, lequel manie aujourd'hui la brosse à reluire à *Notre Temps*, apporte à la tribune le son de cloche néo-socialiste. Autrement dit, il s'agit d'un agent du citoyen Adrien Marquet.

Ce néo-socialiste n'apporte point de choses nouvelles: bien avant lui, certains ont dit que « le syndicalisme fait partie de la nation », que « les parlementaires de gauche doivent être saisis des intentions et de la volonté confédérales », qu'il faut « empêcher la démocratie politique de faire faillite », etc., etc...

La partie la plus caractéristique du discours de ce « néo » est celle où il demande avec une chaleur toute bordelaise le maintien (du nouveau! voilà du nouveau!) de Jouhaux à la Société des Nations.

Mesnard se déclare opposé au coup de barre à gauche. Comme on le comprend !

En fait, le délégué de Marquet a tenu à remercier le secrétaire général de la C.G.T. de l'appui que celui-ci a publiquement donné à la tendance de la *Vie Socialiste*.

A Mesnard, succède Denis, des cheminots de Châlons-sur-Marne, qui évoque le succès du 1er mai dans sa localité grâce à l'accord réalisé entre confédérés et unitaires et demande que la C.G.T. autorise ces actions communes. Il propose, mais sans succès, l'envoi d'une délégation au Congrès de la C.G.T.U. car, dit-il, nous n'empêcherons ni la guerre, ni le fascisme avec la division ouvrière.

L'intervention de Delsol

En une intervention brève (le temps de parole est maintenant limité à un quart d'heure), mais bien charpentée, Delsol, secrétaire et délégué titulaire du Syndicat du Gaz de banlieue, s'attache surtout à la partie positive de la résolution que nos lecteurs connaissent déjà (voir la *R. P.* du 10 octobre) et dont il donne lecture au Congrès.

Puisqu'il ne faut rien espérer de la Société des Nations, pourquoi, demande-t-il, continuer la comédie de Genève ?

Delsol précise que nous ne nous bornons pas à demander le retrait de Jouhaux de la Société des Nations. Nous sommes aussi les adversaires de la collaboration au Bureau international du travail.

Le sort de ses revendications est entre les mains de la classe ouvrière. C'est l'action directe de la classe ouvrière qui arrachera les 40 heures, et mettra fin au sabotage des 8 heures (l'orateur cite un atelier de chez Renault où au moment même où ce Congrès est réuni les ouvriers font 14 heures par jour).

Nous ne sommes pas, dit-il, pour les aventures; nous pensons que la C.G.T. devrait mener dans le pays une grande campagne pour les revendications principales.

Il suggère à ce propos de réclamer que l'âge de la retraite des assurés sociaux soit ramené de 60 à 55 ans. D'autre part, la C.G.T. doit appuyer l'action des instituteurs en vue de leur reclassement dans la catégorie B: elle a son mot à dire sur la violation de contrat commise par le gouvernement.

Et Delsol regrette maintenant que l'on n'ait pas suffisamment protesté contre la guerre du Maroc. (*Applaudissements*). Il faut croire qu'il y a derrière le parti politique au pouvoir de gros intérêts engagés là-bas. La C.G.T. doit lutter contre ce brigandage colonialiste, elle doit réclamer la réduction des dépenses militaires, la suppression de l'armée de métier et de la garde mobile.

Selon l'orateur, il y a bien menace fasciste en notre pays, il faut agir vigoureusement contre les associations profascistes de contribuables. Une activité plus grande dans ce sens créerait une atmosphère favorable à la C.G.T. et faciliterait la reconstitution de l'unité.

A propos de ce dernier problème, Delsol préfère la position de Thomas (Congrès de fusion) à la motion proposée par les délégués du Syndicat parisien des correcteurs.

Clerc

Quand Clerc, des cheminots de Bécon, déplore que la voix de la base ne se soit pas suffisamment fait entendre dans ce Congrès, ce n'est pas de la démagogie. Clerc est un des militants de base les plus actifs et les plus sérieux du réseau de l'Etat.

Son syndicat — et il importe de noter que Clerc est un « rentré » — a entendu distinguer entre le rapport moral proprement dit et les problèmes d'avenir. Mais il ne votera le rapport moral qu'avec quelques réserves, notamment parce que la C.G.T. a cru bon de s'associer au parti socialiste et à la Ligue des Droits de l'Homme pour les meetings en faveur des 40 heures.

En passant, Clerc mentionne que ses camarades n'ont pas voulu créer de « groupe de défense »; nous ne voulons pas, dit-il, défendre un parti dont les élus abandonnèrent les fonctionnaires et travailleurs des services publics à un moment décisif.

Clerc regrette l'abstention de la Fédération des cheminots lors du mouvement du 20 février.

Il reproche à Bard d'avoir tenté de diviser les fonctionnaires et les travailleurs de l'industrie privée.

Deux défenseurs du bureau

Pour Vivier-Merle (Union des Syndicats du Rhône) le travail accompli et les résultats obtenus par la C.G.T. (assurances sociales, Institut supérieur et Collèges du travail, campagne pour les 40 heures) commandent l'adoption du rapport moral.

L'orateur ne veut ni de coup de barre à droite, ni de coup de barre à gauche. L'action de la C.G.T. est bien centrée, et il n'y a qu'à continuer l'effort. Laissant à d'autres le soin de distiller la doctrine, il faut que nous apportions un peu plus de beurre sur le pain de nos camarades.

Après avoir réclamé une pression vigoureuse sur les parlementaires, Vivier-Merle se prononce pour le maintien de Jouhaux à Genève.

— La Société des Nations est notre maison: n'oubliez pas, militants qui êtes ici, que vous avez été, en 1919, saluer chaleureusement, à Brest, le président Wilson. Ne faisons pas chorus vec MM. Lambert-Ribot et de Peyerimhoff qui souhaitent la disparition de la S.D.N.

Derrière Guyot, des maîtres d'internat, Coine, des mineurs du Pas-de-Calais, félicite, naturellement, la C.G.T. qui avait, selon lui, prévu la crise et indiqué en temps utile les mesures nécessaires. Mais si vraiment, comme le prétend Coine, la C.G.T. a su réaliser son programme, comment expliquer la détresse actuelle des mineurs du Pas-de-Calais dont le même Coine brosse l'attristant tableau ?

Les mineurs travaillent 7 à 8 jours par quinzaine. Leurs salaires, diminués officiellement de 6 %, l'ont été en réalité de près de 40 %.

Leurs enfants ne possèdent pas, pour la plupart, les vêtements et chaussures indispensables pour la rentrée scolaire.

Coine se réjouit, en terminant, de l'union des travailleurs intellectuels et manuels réalisée dans la C.G.T.

Lecoin

Je me bornerai à enregistrer ici l'attaque par quoi Lecoin, représentant de mon propre syndicat, a commencé son exposé. Mon attitude aurait manqué totalement d'élégance et j'aurai desservi la cause de l'unité en venant accabler mes « anciens camarades de combat ».

J'ajouterai seulement qu'entendre ça dans la bouche du Lecoin de Lille, du Lecoin de la scission, du Lecoin de Saint-Etienne, de Bourges et du 11 janvier, il y a vraiment de quoi hausser les épaules.

Comme j'estime n'avoir aucune leçon à recevoir du personnage, ni de son « m'as-tu vu » de codélégué, passons !

Lecoin défend un texte rédigé par le Comité syndical des correcteurs et qui vise à « élargir » la motion de Japy sur l'unité syndicale, préconisant notamment la tenue d'un congrès d'unité pour le printemps prochain.

Il faut regretter que Lecoin n'ait pas été animé du même état d'esprit lors du Congrès minoritaire de décembre 1921, où Monatte, Bouët, Herclet et Marie Guillot furent seuls à se dresser contre les scissionnistes de gauche qui, Lecoin en tête, poussaient à la cassure.

Deux autres défenseurs du bureau

Eisenring, du Haut-Rhin, est pour le maintien de Jouhaux à la Société des Nations. Peut-être demain la situation nous obligera-t-elle à pousser plus loin la politique de la présence ? Selon l'orateur, Genève est le seul endroit où il soit possible de réaliser quelque chose au point de vue de la paix (*sic*). Et d'évoquer l'hitlérisme qui militarise la jeunesse allemande.

Roux, secrétaire de la Fédération des Cuirs et Peaux, remercie d'abord les organisations qui ont permis de ramasser plus de 1.300.000 francs pour soutenir les grévistes de Fougères, puis, partisan lui-même de la politique de la présence partout où la classe ouvrière, par ses délégués, peut se faire entendre, il demande aux adversaires de cette politique d'abandonner les commissions tripartites ou paritaires de leur profession. J'appelle cela utiliser l'équivoque, car aller défendre les intérêts directs de ses mandants dans une commission professionnelle, et faire partie d'une délégation gouvernementale pour défendre à Genève la politique gouvernementale, ce sont deux choses bien différentes.

Roux nous estomaque encore plus lorsqu'il dit ne pouvoir accepter le reproche fait incidemment par Lecoin à propos de l'attitude de la C.G.T. au début de la guerre de 1914. Selon lui, la C.G.T. a fait tout ce qu'elle a pu en ces jours tragiques.

M... ince, alors !

Arnaud

Notre ami Arnaud, secrétaire du Syndicat des mineurs de la Loire, qui est lui aussi « rentré » à la C.G.T. sous le bénéfice de la motion de Japy, est mandaté formellement par son organisation pour voter contre le rapport moral.

Il explique que c'est pour regretter l'insuffisance de l'action de la C.G.T., laquelle, comptant 900.000 membres, pourrait faire montre d'une plus grande combativité.

D'autre part, les mineurs de la Loire sont adversaires de la présence à Genève. Cette politique n'a rien donné; elle n'a rien empêché.

Sur l'unité, Arnaud, qui reste fidèle au Congrès de fusion, se rallie à la proposition des correcteurs.

La séance du matin prend fin après une intervention du camarade Grenon, des municipaux parisiens, qui désire une motion plus large que celle de Japy sur l'unité, mais se déclare opposé au front unique. Il votera, du reste, le rapport moral.

Fontan et Jeannin

A la reprise, un délégué des cheminots de Montluçon, le camarade Fontan, se déclare « obligé de voter le rapport moral » parce que l'action menée depuis le Congrès de Japy a été conforme aux résolutions votées par ce Congrès, mais, comme il estime que les événements ont condamné la politique de la présence et qu'il faut recréer l'idéal révolutionnaire, il voudrait que le Congrès émît deux votes:

1° sur le rapport moral proprement dit;

2° sur la politique de la présence.

Sans consulter le Congrès, ce qui eût été normal, Savoie combat et... escamote cette proposition.

Voici Jeannin, dont, en raison de la position qu'il a prise au Congrès fédéral des Métaux, on attend que, dernier orateur inscrit, il ramasse et synthétise en un réquisitoire décisif tous les arguments apportés contre la politique de la présence. Déception, car il s'attache particulièrement à la crise économique et épuise son temps de parole sans aborder le problème central du Congrès: Genève.

Il rappelle la résolution votée à Japy qui disait:

Et si, malgré toutes les mesures prises, toutes les directives nouvelles, toutes les suggestions faites par les organisations ouvrières en vue d'éviter les pires calamités et les plus redoutables réactions, en un mot si le capitalisme plaçait les prolétariats devant sa carence définitive, les organisations ouvrières doivent se déclarer prêtes à substituer leur activité à la défaillance du régime déchu.

Dans cette éventualité, le Congrès charge le bureau et la C. A. de préparer, avec l'aide des techniciens de tous ordres, adhérant aux organisations confédérées, l'organisation de la production et de la consommation.

Les deux années se sont écoulées, et le Congrès ne peut que constater la carence, la faillite du capitalisme. Il s'agit de savoir si nous devons continuer à aller dans les commissions tripartites, car il ne suffit pas d'avoir raison pour se faire rendre justice.

Jeannin évoque les conséquences du développement mécanique des moyens de production, dont il résulte un abêtissement, une diminution du travailleur.

Il évoque aussi l'effondrement allemand.

— On semble croire qu'il est impossible de s'orienter vers le régime à atteindre sans passer par un régime intermédiaire, l'économie dirigée si l'on veut. C'était de l'économie dirigée, l'expérience allemande, et elle comportait le rapprochement des syndicats et du gouvernement. Il ne faudrait pas s'aventurer dans une voie qui ne peut conduire qu'à des déceptions.

Jeannin réclame des formules claires et une action plus énergique pour faire face aux événements.

La réponse de Jouhaux

Vingt-trois délégués ont pris la parole sur le rapport moral. Si elle ne fut point très brillante et manqua de véritables orateurs (ni Dumoulin, ni Digat n'étaient présents), la discussion eut néanmoins le mérite de serrer d'assez près les problèmes essentiels et de montrer qu'il y avait, dans la C.G.T., de nombreux militants pour désirer une orientation différente et plus d'activité. L'accueil fait à Bard témoigna d'une discordance accusée entre l'état d'esprit du Congrès et l'état d'esprit des dirigeants de la C.G.T. A un moment de son discours de réponse, Jouhaux devait recevoir le même accueil que Bard.

En débutant, le « général » est en pleine forme. Il prétend ne s'être jamais senti aussi libre d'esprit et, tout de suite, il attaque avec une certaine verve ceux qui sont venus apporter des critiques, toujours les mêmes critiques, dit-il.

C'est d'abord le sophisme déjà signalé, et que l'on trouve aussi dans la bouche des dirigeants de la C.G.T.U.: il n'y aurait pas d'action confédérale proprement dite; l'action confédérale ne serait point différente de l'action des organismes qui composent la C.G.T.

Ensuite, une première pointe, perfide, contre les instituteurs.

Jouhaux procède par sous-entendus, mais on comprend qu'il évoque ce Comité national confédéral d'avant le Premier Mai dernier où il fut demandé aux fonctionnaires s'ils allaient, en cette journée traditionnelle, s'associer à l'action ouvrière. « Nous ne pouvons pas faire grève » répondit leur représentant. Jouhaux se sert de cette réponse de Laurent pour dénier aux instituteurs le droit de critiquer le bureau de la C.G.T.:

— Il ne suffit pas de venir dans un Congrès confédéral formuler une théorie plus ou moins étincelante, étayée plus ou moins de critiques négatives, et de se taire lorsqu'il s'agit de passer de la parole aux actes.

C'est maintenant aux « rentrés » que le « général » s'en prend.

— J'ai réentendu ces critiques inchangées qui pendant un certain nombre d'années ont été dressées contre la C.G.T. dans l'espérance de la faire choir. Elle n'a pas chu; elle est restée debout, notre vieille maison, pour vous abriter le jour où il vous plairait d'y revenir. Mais, dès le jour où vous y êtes rentrés, avant même d'avoir vécu la vie confédérale, vous gravissez les degrés de cette tribune pour venir critiquer une action à laquelle vous n'avez pas participé. Ce n'est pas de la démocratie syndicale, cela.

Jouhaux conteste en somme aux « rentrés » le droit de prendre la parole sur le rapport moral; évidemment, il ne le leur contesterait point s'ils étaient venus faire amende honorable et s'ils avaient chanté les louanges de la politique et de la présence.

Le rajeunissement demandé par Vivès a touché Jouhaux au vif. On l'entend se livrer à une plaisanterie d'un goût plus que douteux, et tellement déplacée que le rédacteur du *Peuple* n'a pas osé la reproduire, sur

son état physique comparé à celui du représentant des instituteurs. Puis il lance une insinuation malveillante, qui n'a pas été précisée. La voici telle quelle:

— Derrière cette formule, il y a des arrière-pensées. Nous ne sommes pas sans ignorer les petites intrigues qui se nouent ici ou là. Nous ne sommes pas sans savoir certaines espérances, ni sans être éclairés sur ce que cachent ces propositions. Eh bien ! dans notre milieu, ces pratiques politiques, de basse politique, devraient disparaître !

Jouhaux attaque les « rentrés » mais ce n'est pas du goût de la majorité des congressistes

Divers orateurs ont réclamé un « coup de barre à gauche ». Selon le « général », cette formule ne correspond à rien sur le plan syndical. Et, de nouveau, il attaque les « rentrés »:

— Je ne voudrai pas faire de peine à un certain nombre de camarades, mais, enfin, ils se sont trouvés sur un bateau dont la barre était à l'extrême gauche. Ce bateau n'a pas pu les mener au port. Il a rencontré des courants contraires et aussi quelques récifs. Ils l'ont quitté parce qu'ils ne voulaient tout de même pas mourir sans gloire. Et, malgré cette expérience, ils viennent nous demander de mettre le cap sur ces mêmes récifs...

A ces mots, la grosse majorité des délégués éclatent en protestations qui se transforment rapidement en huée générale. On voit un délégué se lever et on l'entend dire à Jouhaux:

— Alors, il n'y a plus qu'à s'en aller ?

La huée se prolonge pendant cinq bonnes minutes, et un vieux délégué assis à côté de moi me dit:

— C'est la première fois que je vois ça depuis la scission.

Jusque-là, je l'ai dit, Jouhaux était en forme. Interloqué, désarçonné par la huée, il baisse de ton et, désormais, son discours sera sans éclat; il n'aura plus l'oreille du Congrès.

Une réplique lui est immédiatement donnée par la déclaration suivante que le camarade Cancouët, des cheminots de Paris-Rive-gauche, dépose sur le bureau du Congrès, au nom de dix syndicats de cheminots:

Les délégués des syndicats soussignés protestent avec énergie contre les déclarations du secrétaire confédéral reprochant, au mépris du droit de pensée, *aux camarades ayant réalisé l'unité syndicale leur idéologie passée et présente ;*

Considérant le passage de son discours sur l'unité syndicale comme méprisant l'action des syndiqués de la base qui, par leur dévouement, constituent la force et le rayonnement de la C. G. T.

En conséquence, votent contre le rapport moral.

Suivent 10 signatures.

De la seconde partie du discours de Jouhaux, il convient d'épingler les passages les plus saillants:

— Pour faire l'unité, il faut être deux: or nous sommes en face d'une organisation qui déclare ne pas vouloir la fusion.

— Entre nous, il faut se montrer tolérants; il faut admettre que parfois l'expression dépasse la pensée; il faut aussi, si nous voulons constituer une véritable force, savoir nous comprendre et ne pas nous dresser, à la moindre peccadille, les uns contre les autres. (Ça, c'est pour l'incident Bard à propos des fonctionnaires).

— La résolution de la F.S.I. contre la guerre et sur le désarmement est conforme à la résolution du Syndicat national des instituteurs, et, cependant, elle est combattue par le Syndicat national des instituteurs. Toutefois, la résolution des instituteurs déclare qu'un mandat gouvernemental est « toujours incompatible avec la libre expression de la pensée ouvrière ».

Or Jouhaux déclare que sa présence à Genève ne diminue en rien l'indépendance du syndicalisme ouvrier français. Il prétend que personne n'a apporté de preuve de l'aliénation de cette indépendance.

— Hier, dans le mouvement syndical international, on refusait d'accepter l'idée de grève générale contre la guerre; dans le mouvement politique même, ce n'est qu'à la veille de juillet 1914 qu'on s'était arrêté à cette idée. Aujourd'hui, elle est inscrite dans la résolution. Chacun a pris sa responsabilité, tous doivent l'appliquer. Quelle différence entre la situation d'hier et la situation d'aujourd'hui ! Et c'est pourtant cette différence que vous semblez ne pas saisir !

— On a demandé: « Si demain la conférence du désarmement venait à échouer, est-ce que Jouhaux resterait au sein de cette conférence ? » D'abord, si la conférence venait à échouer, il n'y aurait plus de conférence, et la question ne se poserait plus.

— Comment, c'est à l'heure où nous arrivons au dernier acte, au moment où il sera peut-être possible d'arracher quelque chose, que vous voulez l'absence de la pensée ouvrière, de la volonté ouvrière ? Convient-il d'abandonner la bataille au moment précis où il sera peut-être possible d'arracher les fruits d'une action de plus de dix ans ? Je ne pense pas que ce soit d'une bonne politique.

— Si, aujourd'hui, la question de la fabrication privée des armes est posée à Genève, et si, dans notre pays, se pose la question du monopole de vente des armes et munitions de guerre, c'est parce que nous avons défendu envers et contre tous cette revendication, parce que nous l'avons imposée à tous.

— Si la semaine de 40 heures n'est pas encore réalisée, la faute en serait-elle à l'organisation internationale du travail ? Et si le grand programme de travaux publics qu'en 1931 on a tant critiqué n'a pas été réalisé encore, la faute en serait-elle à la C.G.T., au bureau confédéral ou aux organismes de Genève, y compris le B.I.T. ?

Jouhaux conclut par un appel à l'union de tous dans la C.G.T., et après une brève évocation de l'expérience américaine, les délégués chantent *l'Internationale.*

On procède au vote, puis cette quatrième séance du Congrès est déclarée close.

Les commissions

La matinée de jeudi (troisième journée du Congrès) est consacrée à l'audition des représentants du mouvement syndical des autres pays. Sous la présidence de Courrière, on entend Mertens (Belgique), Schurch (Suisse), Buozzi (Italie), Johannsson (Suède), Besteiro (Espagne), dont la présence à la tribune soulève de véhémentes protestations, Lindeman (Hollande), Neu (Luxembourg) et Tayerlé (Tchécoslovaquie). On entend également le délégué du Bureau International du Travail.

Une motion de solidarité avec le Syndicat national des instituteurs, dont la réponse à la circulaire de Monzie vient d'être publiée, est adoptée à l'unanimité.

Il n'y a pas de séance l'après-midi, qui est réservée

aux commissions, où les délégués ont pu s'inscrire selon leurs préférences. Les commissions les plus importantes sont celles de la crise économique et du désarmement. A cette dernière revient le soin d'apporter au Congrès une résolution sur la présence de Jouhaux à la Société des Nations.

"Le Peuple"

Nous nous retrouvons, le vendredi matin, sous la présidence de Roux pour ratifier les conclusions des commissions. Sont successivement approuvées celles sur:

1° le centre laïque d'auberges de la jeunesse (rapporteur: Dumontier);

2° l'enseignement professionnel technique (rapporteur: Doumenq);

3° la réforme de l'enseignement (rapporteur: Zoretti);

4° l'institut supérieur ouvrier (rapporteur: Lefranc);

5° le travail des femmes (rapporteur: Jeanne Chevenard);

6° les assurances sociales (rapporteur: Capocci).

On arrive au rapport de la commission du *Peuple*. Je ne sais pourquoi cette commission n'est pas désignée comme les autres: elle se compose de quinze représentants (choisis par qui ?) des unions départementales. Le rapporteur est le toulousain Forgues.

Il s'efforce de glisser sur les points épineux (et il y en a, car le *Peuple* soulève quantité de critiques); on sent qu'il voudrait bien en avoir fini.

Nous n'avons pas beaucoup de renseignements précis: on ne nous donne même pas le nombre des abonnés. Quant à la situation financière du journal, nous savons que du 1er juillet 1931 au 30 juin 1933, en deux ans, il a été versé par la C.G.T. dans la caisse du *Peuple* la coquette somme de 2 millions 35.000 francs, soit approximativement 85.000 francs par mois. Le pourcentage de 35 % sur les cotisations encaissées par la C.G.T. ne s'est élevé pour la même période qu'à 1 million 635 mille francs. Il y a donc un dépassement global de 400.000 francs. Même en prélevant 35 % sur les cotisations syndicales, le *Peuple* ne peut boucler son budget.

En bref, le quotidien confédéral coûte 100.000 francs par mois aux syndiqués. Ceux-ci ont donc le droit d'être sévères.

Bien des militants pensent que le *Peuple* n'a de quotidien syndicaliste que le nom. Lors de la publication de la circulaire de Monzie contre les instituteurs, il s'est borné à reproduire le texte officiel précédé d'un « chapeau » susceptible d'être interprété comme un désaveu de nos camarades et, en tout cas, leur laissant le soin de répondre à leur ministre. En tant que quotidien du syndicalisme, le *Peuple* n'avait donc rien à dire ?

Interviennent dans le débat: Le Pen ; Legros,des cheminots de Villeneuve-Saint-Georges; Lebrun, des cheminots de Vichy; Deveaux, des T.C.R.P., et Nédélec, des municipaux du Havre.

La rubrique quotidienne d'Eugène Morel « Ripostes » est vivement critiquée. Sa suppression est demandée.

— Comment voulez-vous, déclare l'un des orateurs, que nous faisions des abonnés avec un journal qui présente si peu d'intérêt ?

Proposition est faite d'instituer une commission permanente chargée de recevoir et d'examiner les doléances des syndicats.

Un syndicat dépose une résolution demandant que le *Peuple* n'insère plus aucune publicité pour les emprunts gouvernementaux.

Rien de tout ceci n'est naturellement retenu par le rapporteur. Quant à la suppression du journal, demandée par plusieurs syndicats, la commission s'est refusée à l'envisager.

Une dizaine de syndicats importants de cheminots du P.-L.-M. demandent un vote par mandats.

Le président, après un vote à main-levée, déclare que le vote par mandats est repoussé. Il met alors aux voix les conclusions de la commission. Surprise ! A la contre-épreuve, un grand nombre de délégués lèvent la main contre. Le président refuse de compter les voix et déclare le rapport voté à la majorité.

— Escamoteur ! lui crie-t-on.

Robert Houdin ne faisait certes pas mieux.

La séance est levée au milieu des protestations de nombreux délégués.

L'unité

L'effervescence ne s'est pas calmée pendant le déjeuner et l'on s'attend à une reprise mouvementée. Mais, infligeant un désaveu au président, Million, directeur du *Peuple*, demande au Congrès, dès l'ouverture de la séance, de voter par mandats sur le rapport de la commission du journal. Comme il eût été plus simple d'accepter, le matin, la proposition des cheminots !

Tandis qu'on procède au vote, le camarade Cancouët vient lire la résolution que voici:

Le Congrès salue avec joie le retour au sein de la C.G.T. des camarades qui ont réalisé l'unité syndicale grâce à la motion de Japy ;

Adresse son salut fraternel à tous les camarades affiliés aux organisations dissidentes et leur demande d'amplifier le mouvement d'unité déjà réalisé au sein de la C. G. T.;

Assure de son amitié fraternelle tous les camarades qui sont revenus parmi nous et regrette que le secrétaire confédéral n'ait pas su se faire l'interprète de nos sentiments en souhaitant lui-même la bienvenue à ceux qui ont mis en application la résolution du congrès de Japy.

De très vifs applaudissements saluent ce texte qui fait justice des attaques de Jouhaux. Ce dernier prend la parole pour se justifier, mais il déclare qu'il maintient ses propos. Il est sûr que le Congrès attendait autre chose !

Lacoste, rapporteur de la commission des résolutions, — c'est à cette commission qu'a été dévolue la tâche de rapporter sur l'unité — présente un texte inspiré de la proposition des correcteurs et que voici:

Le congrès confédéral de 1933, demeurant fidèle à l'esprit de la résolution d'unité de Japy, confirme que toute organisation ouvrière qui n'est pas encore groupée sous l'égide de la C. G. T. peut s'intégrer à celle-ci sans appréhension, tous ses droits seront sauvegardés et on ne saurait même lui demander d'atténuer son sens critique. Tous égaux ! Voilà un principe qui trouvera constamment et tout naturellement son application parmi les habitants de la vieille maison syndicale.

Toutefois le Congrès ne veut ni ne peut se contenter de réaffirmer son approbation d'un texte. Il désire faire mieux.

Les événements qui se déroulent dans certains pays — et dont les peuples endurent les terribles conséquences, — les craintes qui envahissent les militants lorsqu'ils envisagent le sort d'une classe ouvrière française qui se serait laissé déborder et vaincre par un fascisme politique et économique

commandent la vigilance la plus grande pour éloigner des travailleurs de ce pays d'incommensurables malheurs, afin aussi de les rendre aptes à soutenir leurs frères de l'Internationale particulièrement martyrisés.

Devant le chaos actuel qui vaut au monde du travail un accroissement de souffrances et lui fait entrevoir un sombre avenir, la désunion des ouvriers syndiqués est aujourd'hui cruellement ressentie ; elle serait demain la cause d'un véritable désastre. Aussi le Congrès confédéral, voulant faire œuvre positive et conscient que la réalisation de l'unité exige continuellement les mains tendues et des tentatives de rapprochement sans cesse renouvelées, place en tête de son programme l'unité syndicale et compte sur toutes les fédérations, sur toutes les unions, sur tous les syndicats pour la réaliser dans la mesure où cela dépendra d'eux et des initiatives les plus larges qu'il les engage à prendre sans délai.

Pour couronner cette action qui, dès ce jour, devra être accentuée par la volonté de tous ses adhérents, et pour en fixer le point culminant — que tous les syndiqués auront à cœur d'atteindre le plus promptement possible — le Congrès décide le principe de la tenue d'un Congrès confédéral extraordinaire dont la date sera fixée par le Comité confédéral national au moment qu'il jugera opportun après prise en considération des résultats obtenus dans le domaine de l'unité.

Et, maintenant le Congrès de 1933 s'adresse aux organisations syndicales qui ont fait jusqu'alors la sourde oreille aux précédents appels à l'unité et leur dit :

Vous ne pouvez pas ne pas entendre cet appel-ci, vous ne pouvez pas n'y pas répondre favorablement sans assumer d'écrasantes responsabilités.

Vous ne pouvez contester que de nombreux problèmes d'ordre social réclament des solutions rapides, que la vieille société capitaliste s'arc'boute rageusement pour ne point définitivement s'effondrer ;

Qu'il n'y a plus de temps à perdre et qu'il faut vite rétablir la concorde ouvrière pour être à même de faire prendre aux événements une tournure contraire à celle que les tenants de la bourgeoisie s'efforcent à leur imprimer.

Alors, en avant pour l'unité syndicale dont dépend l'affranchissement des travailleurs ! Et rendez-vous au Congrès d'Unité.

Un court débat s'institue; Rambaud, notamment, rappelle que, si les dirigeants de la C.G.T.U. l'avaient voulu, en 1931, après le vote de la motion de Japy, l'unité pouvait être fate.

Le texte proposé par Lacoste est voté à l'unanimité moins 4 voix: il représente, c'est sûr, un pas en avant. Mais il est, en vérité, facile de faire des pas en avant quand on sait que le partenaire n'est nullement disposé au rapprochement, qu'au contraire il s'en éloigne chaque jour.

On adopte le rapport de la commission dite de la « concentration syndicale » puis celui sur la législation sociale, et on en vient enfin aux conclusions de la commission du désarmement.

Le désarmement

Le rapporteur est Belin, des P.T.T., dont on dit, dans les coulisses qu'il sera élu demain secrétaire confédéral. Et, dame ! il lui faut gagner son siège à la sueur de son front: c'est lui qui est chargé d'obtenir du Congrès la continuation de la présence à Genève.

La sous-commission de la commission s'est mise d'accord sur le texte que voici:

Le Congrès déclare que la guerre, considérée comme moyen de régler les différents internationaux, ne se justifie ni en droit, ni en raison, ni en fait, et qu'il est du devoir comme de l'intérêt de tous de s'opposer résolument à tout recours aux armes ;

Décidé à tirer de cette condamnation fondamentale les conclusions qu'elle comporte, le Congrès entend préciser les modalités de l'action syndicale en vue de l'organisation de la paix et de la lutte pratique contre la guerre ;

A cet effet, il invite instamment les organismes centraux et tous les groupements de la C.G.T. à intensifier leur action en faveur du désarmement moral, notamment par tracts, films, affiches, meetings, conférences radiophoniques, campagnes de presse et tous efforts éducateurs.

Convaincu, d'autre part, que certaines dispositions du traité de Versailles et des traités annexes constituent un obstacle à la pacification des esprits, la C. G. T. déclare qu'elle ne considère pas ces textes comme intangibles.

Le Congrès réclame avec force:

a) Le désarmement progressif et le contrôle permanent et international des armes et munitions de guerre dans tous les pays ;

b) L'interdiction de la fabrication privée des armes, munitions et tout matériel de guerre ;

c) Le recours obligatoire à une juridiction internationale pour la résolution des différends internationaux ;

d) Une transformation de la Société des nations qui ferait d'elle un organisme démocratique animé par l'esprit international capable de donner au monde le statut juridique de la paix et au sein duquel devra pouvoir s'exercer directement l'action du prolétariat organisé.

Fermement convaincu que les travailleurs ne sauraient sans danger se reposer en toute quiétude sur cette action et que seule, leur détermination résolue peut les préserver en dernier ressort de la guerre,

Le Congrès mandate les organismes centraux de la C. G. T. pour prévoir les modalités selon lesquelles la classe ouvrière organisée mènera dans le pays la propagande nécessaire pour être en mesure, en période de danger imminent de guerre, de donner au gouvernement une série d'avertissements solennels allant jusqu'à la grève générale en vue de manifester la volonté irréductible du prolétariat de se refuser à la guerre.

Enfin, si, malgré cette résistance acharnée, conduite dans les conditions précisées aux alinéas précédents, un conflit armé éclatait, la C. G. T. devrait maintenir sa stricte indépendance vis-à-vis du gouvernement et poursuivre immédiatement sur le plan national et international une action énergique et incessante en vue de l'arrêt des hostilités.

Mais le désaccord subsiste entre les membres de la sous-commission sur deux textes relatifs à la politique de la présence. L'un, celui de la majorité, est ainsi rédigé:

Le Congrès,

Réitère sa volonté formelle de voir décidé par les organismes de la S. D. N. un désarmement général, progressif et contrôlé.

Au cas où la Conférence du désarmement n'apporterait pas dans son actuelle session les résultats positifs espérés du monde pacifiste, la C. G. T. devrait intensifier sa propagande de lutte contre la guerre et dénoncer avec force la carence des gouvernements.

La première manifestation syndicale serait décidée par le Comité confédéral national, qui aurait à prononcer le retrait de tout militant de la C. G. T. au sein des délégations gouvernementales.

Voici le texte maintenu par Vivès au nom du Syndicat national des instituteurs:

Le Congrès, convaincu, par une expérience déjà longue et décevante, que la présence d'un militant confédéral au sein de délégations gouvernementales comporte pour le mouvement ouvrier plus d'inconvénients que d'avantages, demande à tous les camarades chargés d'une fonction confédérale de bien vouloir, à l'avenir, décliner toute offre de mandat gouvernemental.

Après vote à l'unanimité, moins quelques voix, dont

celle de notre ami Delsol, de la partie de la résolution présentée par l'unanimité de la sous-commission, c'est sur ces deux textes que le Congrès se prononce.

Vivès précise en quelques mots qu'il ne s'agit pas d'une question personnelle, bien qu'il ait appris que la question ministérielle serait posée et qu'il ait été impliqué dans un « complot contre la sûreté du bureau confédéral ».

— Nous serions mal venus de nous attaquer à une personnalité quelconque, car, cette politique de la présence, il y a des années qu'elle se poursuit, vous l'avez entérinée de vos votes, vous avez approuvé, nous avons approuvé, j'ai approuvé en 1931 et en 1933 le rapport moral. Mais nous avons le droit de nous retourner vers une expérience déjà vieille. Nous avons abouti à des déceptions et nous avons maintenant la conviction que la présence d'uu ou de plusieurs représentants de la C.G.T. au sein des délégations gouvernementales absorbait leurs forces et risquait de créer dans l'esprit de nos camarades une confusion dangereuse. Il y a des responsabilités que nous entendons laisser entièrement aux gouvernements.

Dichamp, des Terrassiers de la Seine, n'a pas confiance dans la Société des Nations et voudrait que fût convoqué par la F.S.I. et la C.G.T. un Congrès syndical mondial contre la guerre.

Belin défend la Société des Nations:

— La Société des Nations s'évanouissant dans les circonstances présentes, la seule lumière, le seul lumignon qui brille à l'horizon s'éteindrait, et ce serait l'obscurité totale.

— Les travaux de la conférence du désarmement sont au point crucial. Ou bien elle échouera, et toutes nos espérances auront fait faillite, ou bien, par un coup de théâtre possible encore, elle aboutira à des résultats positifs, auquel cas nous ne pouvons la condamner purement et simplement.

Jouhaux déclare qu'il accepte le texte présenté par Belin et prononce un discours enflammé pour obtenir un vote massif.

Après quoi, l'on vote.

Pendant le dépouillement, on adopte la résolution sur la crise économique, rapportée par Chevalme. On renvoie à la commission administrative la résolution de Le Pen contre la présence des policiers à la C.G.T. avec l'indication, déclare le président, d'appliquer la résolution votée il y a deux ans. Diverses résolutions, dont une des instituteurs de la Seine en faveur de Victor Serge, sont adoptées, puis le XXIIe Congrès de la C.G.T. est déclaré clos.

Les votes

Voici les trois principaux votes du Congrès:

1er vote: SUR LE RAPPORT MORAL. Pour: 1814 syndicats, disposant de 4.600 voix; *contre:* 122 syndicats, disposant de 348 voix; *abstentions:* 56 syndicats, disposant de 149 voix.

2e vote: SUR LE « PEUPLE ». *Pour:* 1454 syndicats, disposant de 3.569 voix; *contre:* 300 syndicats, disposant de 823 voix; *abstentions:* 139 syndicats, disposant de 346 voix.

3e vote: SUR LA PRÉSENCE A GENÈVE. *Pour la motion Belin:* 1897 syndicats, disposant de 4.560 voix; *pour la motion Vivès:* 250 syndicats, disposant de 779 voix; *abstentions:* 30 syndicats, disposant de 56 voix.

Le premier vote n'a pas traduit la véritable orientation du Congrès, car un certain nombre de délégués ont voté pour le rapport moral bien que désapprouvant la politique générale de la C.G.T. Il convient en outre de noter qu'en 1931, seulement 42 syndicats disposant de 124 voix avaient voté contre le rapport moral. Les opposants sont passés de 42 à 122, tandis que les votes *pour* ont diminué de 1985 à 1814.

Sur le second vote, où les opposants ont grimpé à 300 syndicats et 824 voix, soit près d'un cinquième du Congrès, il faut dire que le scrutin risque d'avoir été faussé par une déclaration du président qui prétendit que ceux qui voteraient contre les conclusions du rapport de Forgues se prononceraient pour *la suppression du quotidien.* Or il était de nombreux délégués qui, tout en n'étant pas satisfaits du *Peuple* et en n'acceptant pas les conclusions de Forgues, étaient partisans du maintien du quotidien avec l'espoir d'en faire un vrai journal syndicaliste. Sur ce point vulnérable, un vrai débat aurait amené des résultats bien plus significatifs.

Quant au dernier scrutin, il faut, d'une part, mentionner que pas mal de délégués étaient partis lorsqu'il eut lieu, ce qui peut expliquer que les opposants soient descendus à 250 syndicats (au lieu de 300 sur le *Peuple*) et, d'autre part, signaler que les piliers de la majorité confédérale, les secrétaires des fédérations et des unions, disposant d'un grand nombre de mandats, avaient certainement reçu la consigne de voter à bloc. Ils étaient tous là, et je vous assure qu'ils votaient ! (Les votes *pour* passèrent de 1454 syndicats sur le *Peuple* à 1897 syndicats !)

Mais la vraie signification de ce dernier vote est moins dans les chiffres que dans les textes. Relisez le texte voté sur la présence à Genève, et rapprochez-le des déclarations de Milan. Il saute aux yeux que c'est sur la position de Milan (retrait en cas d'échec de la conférence du désarmement) que l'on a obtenu la majorité massive que l'on désirait. Il s'agit d'un *maintien conditionné*, et conditionné par quoi ? Par le succès ou l'échec de la conférence du désarmement. Or, aujourd'hui, après le départ de l'Allemagne, que peut-il advenir de la conférence, sinon l'échec ?

A la place de Jouhaux, je ne me réjouirais pas d'une majorité acquise dans de telles conditions.

C'est une majorité, c'est entendu, mais une majorité sans gloire.

La poussée à gauche

En conclusion, si ce Congrès n'a pas donné le coup de barre à gauche souhaité, il a traduit par ses débats et par ses votes, et jusque dans le texte de ses résolutions, une poussée à gauche.

Je me rappelle 1927 et notre retour du Congrès de Bordeaux où, pour la première fois, la minorité s'était affirmée dans la C.G.T.U.

Nous nous déclarions pleins d'espoir. Notre espoir fut cruellement déçu.

Six ans après, au lendemain de ce Congrès de la C.G.T., j'ose encore me déclarer optimiste. S'il est vrai que, dans la vie militante, il est nécessaire d'espérer pour entreprendre et de réussir pour persévérer, ce Congrès nous a donné, au moins, de sérieuses raisons d'espérer.

M. CHAMBELLAND.

APRÈS LE CONGRÈS DE LA C.G.T.

Impressions de délégués minoritaires

— La démocratie syndicale fut largement appliquée. La parole fut donnée à tout délégué qui la demanda.

— Bard, secrétaire de la fédération des mineurs, prône les résultats obtenus dans sa corporation par la politique de la « présence » : « Nous avons obligé le Comité des houillères à discuter avec nous ! » — Le lendemain, Coine, des mineurs du Nord, décrit la misère des corons : salaires diminués de 40 %, dégénérescence physiologique par suite des privations, enfants ne pouvant aller à l'école faute de vêtements chauds. — Quel démenti au secrétaire fédéral !

— J'ai vu un secrétaire de fédération qui s'était élevé avec force contre le *Peuple*, faire voter tous les syndicats dont il avait les mandats, pour l'approbation du rapport. Au vote à mains levées on peut encore voter contre : les puissants ne le sauront pas ; mais au vote par mandats ce n'est plus possible : il faut se soumettre.

— C'est ce qui explique que le courant de mécontentement qui s'exprima fortement durant le Congrès ne se traduisit dans les votes que par des chiffres réduits.

— Le Congrès de 1933 marque un progrès sur celui de 1931 qui avait déjà marqué un réveil.

(*du Gaz de banlieue*) C. DELSOL.

*
* *

Ce Congrès, par son aspect dès le début, donnait une apparence de force, cela parce qu'un grand nombre de délégués étaient présents.

Puis, parce que théoriquement, tout ou à peu près avait été préparé pour donner une espèce d'influence morale à ce Congrès.

Dans ce Congrès, plus du double, pourrions-nous dire, de délégués qu'à celui de la C.G.T.U. J'ai pu y constater une meilleure liberté de parole et un plus grand respect de démocratie syndicale, sans toutefois me tromper sur le pourquoi.

(*des Mineurs de la Loire*) ARNAUD.

*
* *

Le vote sur le désarmement ne traduisit par l'état d'esprit de l'ensemble du Congrès. Dès le début de la discussion sur le rapport moral, l'on sentait très nettement que la masse des délégués ne croyait plus à l'efficacité de la politique de présence.

Mais elle ne voulait pas condamner le chef, — le général, comme on l'appelle — sur l'activité duquel tant de secrétaires de fédérations, d'U.D. et de syndicats s'étaient reposés depuis une quinzaine d'années.

Cela, le chef le savait. C'est pourquoi il lui fut assez facile, en l'absence d'adversaires redoutés, de ramener les hésitants. Il se fit pressant, il laissa dire à son aspirant collaborateur Belin que si la conférence du désarmement échouait le retrait des délégations gouvernementales serait posé au C.C.N. ; il conclut son vibrant discours en ces termes : « Je veux essayer d'arriver à réaliser ce minimum : faire reculer la guerre. C'est là-dessus qu'il faut vous prononcer, ou pour, ou contre, mais prenez vos responsabilités. »

Cette façon de présenter le vote permit à pas mal d'oppositionnels de la veille de se dégonfler. Milan, entr'autres, se tut. Vivès resta seul avec les minoritaires de tous temps.

Qu'importe ! Nous saurons désormais sur qui compter. Jouhaux a pu réussir une fois de plus à regrouper ses troupes, mais son prestige est fortement ébranlé. Il se souviendra des véhémentes protestations, des huées, qui couvrirent sa voix lorsqu'il reprocha aux anciens unitaires d'avoir voulu critiquer l'action du bureau confédéral.

L'opposition qui s'est affirmée à ce Congrès ne peut que grandir.

(*des Instituteurs*) U. THÉVENON.

Parmi nos Lettres

Le cas Einstein Le camarade H. Poulet nous écrit :

Malgré le peu d'importance que les camarades attachent à la personnalité d'Einstein, j'espérais trouver dans les derniers numéros un petit écho sur ce dégonflage superbe.

Einstein, l'homme de la résistance contre la guerre, Einstein, celui qui refusait à tout prix de porter les armes contre les autres peuples, Einstein, le grand pacifiste, déclare que contre l'hitlérisme, nous devons nous défendre et, sur ce point précis, Einstein rejoint les parlementaires socialistes.

Ce n'est plus maintenant le mythe de la défense nationale, c'est la lutte contre le fascisme qui sert d'appât pour la prochaine guerre, et Einstein accompagne la fanfare des élus S.F.I.O. dans leur appel enthousiaste pour la lutte contre Hitler.

Eh bien, nous ne marchons pas. Nous savons que, dans cette autre affaire louche, nous n'avons rien à gagner. Nous savons que c'est encore Krupp, Schneider et Cie qui encaisseront les dividendes représentant le prix de notre peau. Et, pendant que nous retournerons « là-haut » sous le prétexte d'abattre le fascisme allemand, notre bourgeoisie française installera derrière nous un superbe fascisme français tout neuf et tout pimpant.

Quant à Einstein, il est douloureux de constater qu'il préconise la guerre contre un régime qui vient de mettre sa tête à prix. Serait-ce là les réactions d'une individualité menacée dans son existence ?

S'il en est ainsi, je proclame que la vie d'Einstein ne vaut pas plus que celle de n'importe lequel d'entre nous et j'affirme que la vie d'une individualité quelle qu'elle soit, vaut moins que celles de tous ceux qui pourriront lors de la prochaine dernière, « dans un beau coin de notre doux pays de France ».

Pour nous, la mésaventure qui vient d'arriver aux pacifistes avec Einstein, nous semblerait fort utile si elle les faisait réfléchir sur l'erreur de leur position : celle qui consiste à juger les faits politiques et sociaux en fonction de la question de la paix et de la guerre, au lieu de juger celle-ci en fonction des faits sociaux.

La chanson Le camarade Xavier Guillemin nous prie d'annoncer que le cahier 18 du recueil « Nos Chansons », édité par la Muse Rouge est paru, et qu'il suffit, pour le recevoir, d'adresser 1 fr. 50 en timbres à Coladant, café Roux, 47, rue du Château-d'Eau, Paris. Il fait suivre sa lettre des très justes considérations suivantes :

A l'atelier, aux champs, l'ouvrier pour aider son labeur, à la mer le marin pour aider sa manœuvre, la maman pour bercer son bébé, au sein des soirées familiales, des agapes populaires, en un mot, dans tous les milieux prolétariens, tous, ont recours à la chanson pour exprimer par la poésie et la musique les réflexes des sentiments humains.

La chanson est vieille comme le monde, elle existe dans tous les pays, elle évoque les souvenirs, elle exalte les passions, elle flagelle les abus, elle calme les aspirations, et, depuis l'amour jusqu'à la haine, en passant par toute la gamme des passions, elle exprime toute la pensée humaine.

Allons, les bons ouvriers de la Chanson, clamez les joies, les douleurs, les haines, les aspirations des travailleurs ! Glorifiez les beautés de la Nature ! Hurlez contre tous les va-t'en-guerre et ralliez-vous à notre Muse Rouge, qui perpétue à travers le peuple la bonne et saine chanson.

A travers les Livres

Marcel Martinet : L'AFFAIRE VICTOR-SERGE. (Librairie du Travail).

Marcel Martinet, après avoir simplement et objectivement présenté Victor-Serge et l'affaire que les lecteurs de la R. P. connaissent bien, répond « à des choses qu'on dit et qu'on insinue ». Il n'a pas de peine à débarrasser la place de ragots misérables et de tristes arguties. Et il termine par une vigoureuse *Défense de la Révolution Russe*; à tous ceux qui prétendent que défendre Victor-Serge c'est compromettre la Révolution russe, aux intellectuels bourgeois qui « *désespérant de leur culture et du destin de leur classe viennent de débarquer dans la révolution comme dans un dernier refuge* » Martinet répond:

Ceux qui nuisent à la révolution, ce ne sont pas ceux qui, toute leur vie placés à l'intérieur de la révolution, osent dire, que cela plaise ou non, ce qu'ils pensent des buts et des méthodes en cours, ce sont ceux qui — pour combien de temps ? — approuvent tout haut ce qu'ils blâment tout bas, affaiblissent tous les prolétariats par une gymnastique désordonnée et par enthousiasmes fabriqués et creux. Ce ne sont pas ceux qui disent la vérité aux ouvriers, ce sont ceux qui la leur cachent.

La force des choses pousse Martinet à se demander si l'Etat russe est encore au service de la Révolution. Interrogation à laquelle il ne répond pas : on ne juge pas l'arbre à un seul fruit.

Mais cette interrogation rejoint celles que nous avons à nous poser devant tant d'autres actes d'un pouvoir russe qui non content de refuser la *liberté ouvrière* et « *l'égalitarisme* », ricane devant eux. Où va une révolution sociale qui renonce aux deux termes essentiels de la revendication prolétarienne ?

Comme moi, bien des camarades doivent penser à la controverse qui, dans *Clarté*, voici quelque dix ans, opposait Barbusse, champion de l'égalité, à R. Rolland, champion de la liberté — opposition sans doute bien artificielle car l'une ne saurait aller sans l'autre. Et voici qu'à l'heure où le pouvoir russe a renoncé, en fait et en espérance, aux deux valeurs essentielles de la révolution prolétarienne, les deux champions justifient le pouvoir stalinien !

Misère de l'intellectuel !

Que Marcel Martinet, défenseur du bolchevisme aux heures héroïques, sache se refuser au conformisme soi-disant révolutionnaire, qu'il soit une fois encore « Contre le Courant », qu'il occupe aujourd'hui comme en 1919 sa place dans la défense de la grande Révolution russe, cela n'est pas pour surprendre ceux qui connaissent sa droiture, son énergie et son instinct révolutionnaire.

Avec lui, nos camarades diront aux bourreaux de Victor-Serge:

Jugez-le publiquement, jugez-le au grand jour, ouvrez les fenêtres et les portes, que sa voix soit entendue aussi distinctement que les voix qui l'accuseront.

Staline refusera-t-il à Victor-Serge ce qu'Hitler accorde à Toergler et Dimitrov ?

B. GIAUFFRET.

Daniel Guérin : LA PESTE BRUNE A PASSÉ PAR LA. (Librairie du Travail).

Du bon, de l'excellent reportage. Daniel Guérin a vu l'Allemagne après le triomphe d'Hitler, il l'a vue non dans ses manifestations officielles mais dans son humble vie quotidienne. Un tel témoignage est profondément troublant: il nous fait toucher du doigt tout ce qu'il y a de force élémentaire dans l'hitlérisme: la jeunesse d'un grand peuple qui veut vivre et qui a plus de vitalité que de clairvoyance et qui dégage le souffle lourd des mysticismes périodiques (Août 14 est le dernier que nous avons connu !).

L'enquête de Daniel Guérin répond à bien des questions: comment cette jeunesse a été conquise — comment les « marxistes » (si peu marxistes !) l'ont perdue — ce que représente encore de force révolutionnaire le racisme — ce qui peut rester d'espérance socialiste au cœur de la classe ouvrière courbée...

Le tableau est noir. Il n'est pas désespéré. Dans le national-socialisme et hors du national-socialisme, il reste des raisons d'espérer dans le redressement du prolétariat allemand.

Ecrite dans une langue nerveuse et claire qui en rend la lecture agréable, cette brochure constitue un témoignage d'une grande clairvoyance et d'un profond intérêt. La répandre c'est jeter un peu de clarté sur un mouvement qui pour si effroyable qu'il soit, ne doit troubler ni notre objectivité ni notre certitude du triomphe de l'Internationalisme prolétarien.

B. G.

S. Freud : L'AVENIR D'UNE ILLUSION (Denoël et Steel).

Les éditeurs ont voulu faire un livre d'une vieille brochure de Freud augmentée de quelques fragments. Ça fait maigre.

L'illusion en question, c'est la religion, ou plutôt les croyances que la religion implique.

I. *Genèse des constructions religieuses.*

La chose peut être envisagée au point de vue individuel ou au point de vue social.

a) Au point de vue individuel: S'il craint son père d'une part, le petit enfant l'admire et vénère d'autre part, car il est fort et protecteur. Arrivé à l'âge adulte, lorsqu'il n'a plus de père matériel, l' « éternel enfant » qu'est l'humain se représente tout naturellement sous une forme paternelle le protecteur extra-mondial qu'il se donne. (Ce « complexe parental » hérité de l'enfance est une mine pour les freudiens. Ils lui rattachent d'une part toutes les formes de peur, crainte, timidité, rébellion, délires phobiques, défiance, d'autre part les états de confiance, amour, admiration — les états dépressifs et les états exaltants... Nous, on veut bien).

b) Au point de vue social. L'enfant qui vient de naître est en proie aux instincts d'inceste, de cannibalisme et de meurtre. Il est à l'état de nature. Il a une rude étape à parcourir pour devenir un civilisé. Que de refoulements il faut lui infliger ! L'abondance de ces refoulements fait que les enfants deviennent fous. Ils présentent des névroses, phénomènes de croissance, qui guérissent en général tout seuls (et la preuve de l'existence de ces folies, c'est qu'elles ont un nom: « névroses obsessionnelles »). Eh bien, c'est la même chose pour l'humanité. Partie de l'état de nature, il faut qu'elle devienne civilisée. Elle aussi fait du refoulement. Et la religion est sa névrose obsessionnelle. Nous sommes au moment où cette folie de croissance est en train de guérir.

II. *Conclusion.* Comparez « l'intelligence rayonnante » de l'enfant à celle de l'adulte moyen. L'adulte est intellectuellement abruti. C'est sûrement la faute de l'éducation religieuse. Donc, vive l'école laïque ! Elle nous conduira à un régime de prédominance de l'intellect... D'ailleurs, cela n'est pas sûr, mais il faut y croire.

Tout cela n'est pauvreté que si on le veut prendre pour de la *science*. C'est l'erreur que commet l'intelligentsia, toute heureuse de trouver une « science », avec de grands mots, où les plus crétins de ses membres peuvent entrer de plein-pied et déconner à l'aise. Etant donné leur arbitraire, il faut plutôt prendre ces constructions pour des fables — ce qui ne veut pas dire des faussetés — de grandes fables explicatives à la manière de ce que faisaient les grecs. Tout ce qu'on peut leur demander alors, c'est d'être belles. A vous de décider si la condition est remplie.

J. PÉRA.

FAITS & DOCUMENTS

La Sainte-Alliance. Nous recevons du **Comité International de Défense anarchiste** l'exposé suivant sur le cas du camarade anarchiste Petrini. Comme pour Serge il s'agit là d'un cas qui n'est qu'un des exemples du sort qui est actuellement en Russie celui de milliers de révolutionnaires :

Alphonse Petrini, né à Ancône (Italie) le 15 décembre 1900, est un ouvrier anarchiste italien qui prit part activement à la lutte antifasciste. Son activité lui valut d'être condamné par contumace à 17 ans de bagne par le tribunal d'Ancône, en juin 1926, pour avoir participé à l'action révolutionnaire qui se déroula dans cette ville, en juin 1920, lorsque le gouvernement de M. Giolitti, poursuivant sa politique impérialiste en Albanie, voulut donner l'ordre à un régiment d'Ancône de partir vers ces terres meurtrières.

Etant parvenu à fuir l'Italie, Alfonso Petrini se réfugia à Vienne et, après divers incidents, réussit à franchir la frontière russe.

Accueilli par les autorités de ce pays, il reçut d'abord des propositions d'emploi de la part du gouvernement. Comme il refusa et ne dissimula point ses convictions libertaires, il ne tarda pas à inspirer au pouvoir établi la méfiance, puis l'animosité.

Cet état de choses aboutit à l'arrestation d'Alfonso Petrini par le Guépéou et à sa condamnation (?) administrative et secrète, à 3 ans d'emprisonnement. Malgré les multiples tentatives faites par le Comité International de Défense Anarchiste et par d'autres organismes, il ne fut jamais possible d'obtenir de la part des autorités russes le moindre éclaircissement concernant cette affaire.

Cependant, après des démarches sans nombre, le Comité parvint à savoir de source officielle que Petrini avait terminé sa peine et se trouvait en état de résidence forcée à Astrakan.

Depuis juin 1932 le Comité est en correspondance plus ou moins régulière avec Alfonso Petrini. Nous apprenons par ses dernières lettres que, ravagé par la tuberculose, il ne peut se nourrir. Lorsqu'il travaillait il gagnait 160 roubles par mois (et il se considérait un privilégié), mais il devait payer le kilo de pain 10 roubles, 50 le beurre, 5 les pommes de terre, 4 le lait, 16 les pâtes, 35 l'huile, 20 le riz... Maintenant il ne travaille plus. Il vit des quelques légumes que lui donnent les paysans lorsqu'il les aide à décharger leurs charrettes au marché.

Voici le motif de son renvoi: il a osé conseiller à une ouvrière qui travaillait avec lui de refuser à travailler plus de huit heures par jour. Tous les deux furent congédiés. «...*Je croyais*, dit-il, *que cela pouvait arriver seulement en régime fasciste... on m'a délivré un certificat comme « désorganisateur de la production ». Il me sera donc impossible de trouver du travail ailleurs et, quand on ne travaille pas, on peut être arrêté d'un moment à l'autre...* »

Et, dans une autre lettre, il ajoute: « ...*L'ouvrière dont je vous ai parlé, devait travailler* ONZE HEURES *par jour... Maintenant je puis vous donner de nouveaux détails. Mon renvoi a été ordonné aussi parce que je me suis refusé à souscrire un mois de salaire à un emprunt de l'Etat... Mon désespoir est à son comble: aidez-moi...*». A tout instant il craint devoir abandonner juqu'au toit qui l'abrite; la maladie le mine inexorablement.

Depuis plus d'un an Alfonso Petrini demande désespérément à sortir de Russie et rejoindre sa famille et ses amis. Le gouvernement russe refuse de le laisser partir.

Or, Petrini est italien et n'a jamais accepté la nationalité russe. En conséquence, fait unique dans les annales du droit international, le gouvernement russe retient sur son territoire un citoyen étranger, condamné politique et libéré de sa peine.

Il est à remarquer que dans les pays de la plus noire réaction (Italie, Allemagne, etc.) le premier acte du gouvernement est d'expulser les étrangers qui eurent à subir des condamnations politiques.

Nous ne demandons au gouvernement russe aucune faveur pour Alfonso Petrini. Après lui avoir fait subir trois années de prison sans jugement aucun, calomnié, affamé, réduit à la tuberculose, nous demandons qu'il puisse quitter la Russie, *qu'il soit expulsé*. Le fait qu'aucune action diplomatique ne s'exerce en faveur d'Alfonso Petrini, antifasciste réfugié politique, ne peut autoriser le gouvernement russe à user de moyens répressifs qui ont pourtant lamentablement échoué quand il s'est agi de sujets non prolétaires, taxés d'espions et de saboteurs, mais âprement défendus par les autorités officielles de leurs pays respectifs.

Bien entendu, nous souscrivons entièrement à l'appel du Comité international de défense, contre la Sainte-Alliance du fascisme et du stalinisme contre le travailleur révolutionnaire Petrini.

Contre les Comités « français » de chômeurs Des unitaires, des confédérés, des membres du Syndicat Unique du Bâtiment, tous donc appartenant à des organisations syndicales adhérentes à des « Internationales », ont fondé à Lyon, un Comité « français » de chômeurs, dont le but est de combattre la main-d'œuvre étrangère ! Telle est la nouvelle, en d'autres temps, stupéfiante ! que nous apporte l'**Effort,** organe du Cartel des syndicats autonomes du Bâtiment lyonnais. A cet hitlérisme syndical, le Cartel oppose une superbe déclaration d'internationalisme, concret et réel, dont voici les principaux passages :

Depuis que la main-d'œuvre étrangère a été implantée en France, le but des Syndicats autonomes et, par la suite, celui du Cartel a été d'organiser syndicalement cette main-d'œuvre de façon qu'elle revendique et obtienne les mêmes avantages que la main-d'œuvre nationale. Cette politique étant la plus juste a produit ses fruits. Tous les mouvements qui se sont produits dans le bâtiment lyonnais depuis 1924 ont toujours vu les travailleurs, quelle que soit leur nationalité, unis dans leurs syndicats respectifs, lutter contre les chambres syndicales patronales et arracher les résultats obtenus. Les différents Congrès du Cartel qui se sont succédés depuis sa création ont toujours maintenu le même point de vue envers la main-d'œuvre étrangère. Le syndicalisme ne connaît pas de frontière. Il doit soutenir et reconnaître comme sien tout ce qui possède une carte syndicale et doit lutter contre tous ceux qui n'en possèdent point, qu'ils soient français ou étrangers...

Faire du nationalisme à l'heure actuelle, cela conduit au fascisme et la guerre. Le Cartel comprend très bien la situation de nombreux camarades français chômeurs à l'heure actuelle en voyant des chantiers complètement garnis de travailleurs étrangers. Ce qui fait que la main-d'œuvre étrangère a la préférence des entrepreneurs, c'est qu'elle ne possède pas les mêmes moyens de résistance que la main-d'œuvre française. Se trouvant dans la situation spéciale de choisir ce qu'on lui impose de force, ou la frontière, elle est victime de l'appétit égoïste des entrepreneurs. A nous de la relever de cette situation. Unissons-nous comme par le passé contre le seul responsable de cette façon d'agir, le patron. Quand celui-ci sera certain qu'il aura en face de lui un bloc compact de camarades décidés à se faire respecter, quelle que soit la nationalité, son attitude changera et il reculera. Le Cartel espère que les adhérents du Comité français des chômeurs comprendront le danger qui existe dans la route où ils s'engagent et face à la situation, feront front commun avec l'ensemble des travailleurs du bâtiment contre notre ennemi à tous, le patronat.

LE GÉRANT : M. CHAMBELLAND.
IMPRIMERIE CRUVÈS ET VINCENT
83, RUE D'ANTIBES - CANNES.

COLLECTION DE LA **RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE**

J. F. HORRABIN

PRECIS de GEOGRAPHIE ECONOMIQUE

45 cartes

9 francs

« L'importance de ces documents et la justesse générale des idées qu'ils appuient, la voie qu'ils ouvrent à la réflexion et au désir de connaître n'échapperont à personne et seront, pour les étudiants ouvriers français, comme ils l'ont été pour les étudiants anglais, un excellent stimulant intellectuel. »

H. L.

(*LE LIBERTAIRE*).

Expédié franco contre 9 francs envoyés par mandat-chèque à la **Révolution Prolétarienne** 54, rue du Château-d'Eau, Paris. Compte-Chèques N° 734-99.

Notre collection de cartes postales :

Les « Contre-révolutionnaires »

VICTOR SERGE NICOLAS LAZAREVITCH

La Carte : 0 fr. 15 - Les 12 cartes : 1 fr. 50 franco - Les 50 cartes : 5 fr. franco

Faites votre commande et envoyez-en le montant au moyen d'un mandat-chèque adressé à la **Révolution Prolétarienne**, 54, rue du Château-d'Eau, Paris. Compte n° **734-99 - Paris.**

DIFFUSEZ NOS ÉDITIONS

A LIRE !

MARCEL MARTINET

Où va la Révolution Russe ?

L'affaire Victor Serge

Une forte brochure de 28 pages
1 franc

Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse.
Chèques-postaux : 43-08. Paris.

DANIEL GUÉRIN

La peste brune a passé par là

A bicyclette
à travers l'Allemagne hitlérienne

Un témoignage contre le fascisme

Une brochure : **3** francs
10 brochures : **20** francs

Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse.
Chèques-postaux : 43-08. Paris.

LES AMIS
DE LA
FENÊTRE OUVERTE
GROUPÉS PAR LA REVUE
LES PRIMAIRES
publieront le premier ouvrage de leurs éditions

LE MAGISTER

ROMAN DE L'UN DES NOTRES
ROGER DENUX

Peinture exacte et émouvante de la vie de l'instituteur rural

Souscrivez dès maintenant

Prix de souscription : **10** fr.
Après parution : **12** fr.

Adressez les souscriptions à René Bonissel, 36, rue Ernest-Renan, Issy-les-Moulineaux (Seine).
Chèques-postaux : 692-94. Paris.

Une revue pour enfants

LES LECTURES DE LA JEUNESSE

REVUE MENSUELLE
publiée sous le contrôle de la Fédération de l'Enseignement laïc

Contre la propagande cléricale et chauvine.

Un an : **10** francs.

Lectures de la Jeunesse, 26, rue du Temple, Saumur.
Chèques-postaux : 8-126. Nantes.